

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 3745

[C — 2009/29715]

30 AVRIL 2009. — Décret relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Section I^{re}. — Objet et champ d'application

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent décret a pour objet la reconnaissance des associations qui mènent des actions favorisant le développement culturel des individus et des groupes par l'expression et/ou la créativité, par la mise en œuvre de pratiques artistiques telles que définies à l'article 3, afin qu'ils puissent se projeter, inventer et participer à la vie sociale et culturelle.

§ 2. La démarche des associations visées par le présent décret s'inscrit dans une perspective d'émancipation sociale et culturelle et favorise l'expression citoyenne.

Art. 2. Le décret définit les mécanismes de reconnaissance et de subventionnement des Centres d'expression et de créativité, des Fédérations de Centres d'expression et de créativité, ainsi que des Fédérations de pratiques artistiques en amateur définis ci-après.

Le décret n'est pas applicable aux associations dont les activités et les formations se déroulent principalement dans le cadre scolaire ainsi que celles destinées principalement à une population de professionnels du milieu artistique ou d'étudiants en art.

Section II. — Définitions

Art. 3. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1° « Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française;

2° « Ministre » : le Ministre de la Communauté française qui a la Culture dans ses attributions;

3° « Association » : l'association visée à l'article 4, § 1^{er}, constituée sous la forme d'une association sans but lucratif constituée conformément à la loi du 27 juin 1921 relative aux associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

4° « Commission » : la Commission consultative de la Créativité et des Pratiques artistiques en amateur créée par l'article 45;

5° « Centre d'expression et de créativité » ou « (CEC) en abrégé » : l'association proposant à tous publics des ateliers réguliers et des projets dans toute discipline artistique pour laquelle la maîtrise technique n'est pas une fin en soi mais contribue au développement de l'expression et de la créativité des participants;

6° « Fédération représentative des Centres d'expression et de créativité (CEC) » : la Fédération qui a pour objectif le développement et le soutien des Centres d'expression et de créativité ainsi que la promotion de la créativité et des projets socio-artistiques;

7° « Fédération de pratiques artistiques en amateur » : la Fédération qui a pour objectif le soutien, le développement et la mise en réseau d'associations locales, la promotion de leurs actions et de la pratique artistique dans une discipline artistique déterminée;

8° « Pratique artistique » : toute forme d'art ou d'expression symbolique qui offre à toute personne la possibilité de s'exprimer par l'exercice et la découverte de disciplines artistiques voire de développer sa créativité dans un but non professionnel;

9° « Associations locales » : associations constituées conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations ou association de fait regroupant au minimum quinze personnes afin de pratiquer une discipline artistique de manière régulière depuis au moins un an et qui sont affiliées à une Fédération spécialisée dans la discipline artistique développée et actives au sein d'une commune ou d'un quartier;

10° « Atelier » : l'espace-temps dans lequel se mènent les activités liées aux démarches créatives proposées et où peuvent s'élaborer, dans certains cas déterminés, des projets socio-artistiques. Les stages réunissent les mêmes participants sur un espace-temps concentré et sont considérés comme des ateliers particuliers;

11° « Projet socio-artistique » : ensemble d'actions et de démarches créatives définies et réalisées généralement au niveau d'un ou plusieurs ateliers ou de l'association, et qui aboutit à une réalisation communicable, matérielle ou immatérielle;

12° « Créativité » : disposition à créer. La créativité est une aptitude qui se développe par des démarches créatives;

13° « Démarche créative » : processus pédagogique impliquant les participants et proposé par l'animateur artistique dans le cadre des ateliers voire des projets. Ce processus vise à créer un cadre d'exploration, au départ d'un thème, d'un concept, de matériaux, d'une technique ou d'une approche esthétique;

14° « Expression » : aptitude de l'être humain à s'exprimer sur le monde dans lequel il vit ou sur lui-même en utilisant des formes d'art ou d'expression symbolique. Cette expression peut être individuelle ou collective. Elle implique le recours à des méthodes pédagogiques d'animation;

15° « Animateur artistique » : toute personne ayant des compétences et/ou des aptitudes artistiques et pédagogiques et ayant la capacité de les transmettre, susciter la recherche, concevoir des démarches créatives et mener un projet socio-artistique déterminé;

16° « Médiation artistique » : dispositif pédagogique visant à susciter et à accompagner l'appropriation d'œuvres artistiques par les participants du Centre d'expression et de créativité et par des publics externes à celui-ci. Il s'agit d'activités développées en dehors des heures d'atelier mais en synergie avec ceux-ci;

17° « Résidence d'artiste professionnel » : installation temporaire d'un artiste professionnel dans un Centre d'expression et de créativité. Il s'engage contractuellement à mener, parallèlement ou en relation avec son travail, des activités socio-artistiques avec les participants du CEC;

18° « Public spécifique » : personnes vivant dans des situations de grande précarité ou personnes dont il est établi médicalement qu'elles présentent un handicap mental, une maladie mentale grave ou un handicap physique;

19° « Personne vivant dans des situations de grande précarité » : les personnes, familles ou groupes de personnes dont les ressources (matérielles, culturelles et sociales) sont si limitées qu'elles sont exclues du niveau de vie minimal reconnu comme acceptable par l'Etat où ils vivent;

20° « Milieu rural » : l'implantation du siège principal d'activités du CEC dans une commune dont la densité de population soit ne dépasse pas 70 habitants par kilomètre carré; soit ne dépasse pas 200 habitants par kilomètre carré à condition d'être situé dans une commune antérieure à la fusion de moins de 4 000 habitants;

21° « Fédération provinciale de pratiques artistiques en amateur » : Fédération affiliant des associations locales établies sur le territoire d'une province, au sens de l'article 3, 13°;

22° « Fédération régionale de pratiques artistiques en amateur » : Fédération affiliant des associations locales établies sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ou sur une partie du territoire de la Région wallonne, dans minimum deux provinces, ou dans une province et dans la Région de Bruxelles-Capitale;

23° « Fédération communautaire de pratiques artistiques en amateur » : Fédération affiliant des associations de pratiques artistiques en amateur qui mènent leurs actions sur l'ensemble du territoire de la Communauté française ou regroupant au moins 4 Fédérations régionales et/ou provinciales dont au moins une en Région de Bruxelles-Capitale;

24° « Service d'appui socio-artistique » : Mise à disposition à des opérateurs culturels ou associatifs externes au CEC, de ressources matérielles, techniques, pédagogiques ainsi que d'animateurs spécialisés dans certaines disciplines artistiques en vue de leur apporter un appui, un accompagnement, dans la réalisation de leurs projets socio-artistiques.

CHAPITRE II. — De la reconnaissance

Section 1^{re}. — Des Conditions de reconnaissance communes aux Centres d'expression et de créativité, aux Fédérations de Centres d'expression et de créativité et aux Fédérations de pratiques artistiques en amateur

Art. 4. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut reconnaître les associations qui en font la demande et qui répondent aux conditions visées ci-après.

§ 2. Le Gouvernement reconnaît trois types d'associations, soit :

- 1° Les Centres d'expression et de créativité;
- 2° Les Fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité;
- 3° Les Fédérations communautaires, provinciales et/ou régionales de pratiques artistiques en amateur.

§ 3. Sans préjudice des dispositions du chapitre IV, la reconnaissance porte sur une durée de 5 ans, entrant en vigueur au 1^{er} janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle elle a été accordée. Les reconnaissances sont renouvelables.

§ 4. Une association ne peut postuler qu'à un seul des trois types de reconnaissance.

Art. 5. Les associations reconnues poursuivent les missions suivantes :

§ 1^{er}. Les Centres d'expression et de créativité ont pour mission de stimuler la créativité par l'organisation d'ateliers et/ou de projets socio-artistiques ayant pour objectifs :

- 1° Le développement individuel et collectif, notamment, par :
 - l'acquisition de savoir-faire et d'aptitudes à la créativité;
 - la transmission de langages artistiques, l'ouverture à la diversité des codes culturels et la mise en valeur des référents culturels des participants;
 - le développement de la sensibilité, de l'imaginaire;
- 2° Le développement d'une expression citoyenne, notamment, par :
 - des thématiques abordant des enjeux de société ou sociaux;
 - des interactions créatives avec le milieu environnant et la société;
 - des interventions, le cas échéant, dans l'espace public;
 - une expression du groupe au travers de créations collectives;
 - des partenariats avec des personnes et des lieux ressources, d'autres associations ou institutions.

§ 2. Les Fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité sont des structures coupoles dont la mission tend :

- au développement et au soutien des Centres d'expression et de créativité;
- à la promotion de la créativité et des projets socio-artistiques.

§ 3. Les Fédérations de pratiques artistiques en amateur ont pour missions :

1° Le développement des pratiques artistiques en amateur par le soutien aux associations locales, notamment en stimulant :

- la découverte d'œuvres patrimoniales et contemporaines;
- l'acquisition de savoir-faire par l'exercice d'une discipline artistique dont l'élément principal concerne une des formes d'expression suivantes et qui est principalement exercée en groupe :
 - a) la « danse » : soit les activités relatives à la forme d'art pour laquelle le mouvement du corps humain est la plus importante manifestation;
 - b) le « théâtre » : soit les activités d'art dramatique;
 - c) le « cirque » : soit les activités en rapport avec les arts du cirque;
 - d) les « arts visuels » : soit les activités relatives aux domaines du film, de la photo, de la vidéo et des multimédias;
 - e) les « arts plastiques » : soit les activités relevant du domaine de la peinture, des arts graphiques, de la sculpture et du volume, ainsi que les activités plastiques apparentées;
 - f) les « lettres » : les activités dans le domaine des arts littéraires;
 - g) la « musique » : les activités dans le domaine des arts musicaux;
 - h) les « pratiques multidisciplinaires » : les activités artistiques exercées par les fédérations mais aussi par les associations locales affiliées qui croisent plusieurs formes artistiques décrites aux points a) à f);
 - i) ainsi que toute autre discipline artistique susceptible de rencontrer les objectifs du présent décret.

2° Le développement d'une vie associative, culturelle et sociale tant au niveau local, provincial, régional que communautaire, notamment, par :

- l'organisation de rencontres, échanges et projets communs entre les personnes et les associations développant la même-ou d'autres-pratique(s) artistique(s);
- des collaborations avec d'autres associations ou institutions culturelles.

Art. 6. D'un point de vue structurel et organisationnel, les associations doivent :

1° Etre constituées en ASBL conformément à la loi du 27 juin 1921 relative aux associations sans but lucratif, aux associations internationales sans but lucratif et aux fondations;

2° Présenter un objet social conforme à l'article 5. Les associations qui poursuivent plusieurs objets sociaux, pour autant qu'ils soient d'ordre culturel, sont tenues d'identifier les moyens spécifiques qui sont affectés à chacune de leurs activités, ainsi que de décrire l'articulation qui existe entre ces activités. Le Gouvernement arrête, après avis de la Commission consultative de la Créativité et des Pratiques artistiques en amateur, les documents types à produire dans ce cadre;

3° Avoir leur siège social et réaliser des activités régulières de manière principale en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;

4° Produire les contrats d'assurance nécessaires à la couverture de l'exercice de leurs activités;

5° Assurer la publicité des informations destinées aux participants;

6° Garantir l'accessibilité financière des activités par une politique de prix adaptée;

7° Concevoir des activités respectueuses des règles et valeurs de la démocratie et des droits de l'homme, proscrire toute activité tendant au racisme et à la xénophobie;

8° Pour la première demande de reconnaissance, l'association doit établir :

- qu'elle existe depuis au moins un an au moment de la demande;
- qu'au cours de cette première année elle a poursuivi des activités conformes à celles dans le cadre desquelles elle postule une reconnaissance;

9° Pour toute demande de renouvellement de reconnaissance, l'association doit :

- produire un rapport d'évaluation quinquennal;
- si elle postule dans une catégorie distincte de celle dans laquelle elle était déjà reconnue, établir qu'au cours de l'année précédant sa demande, elle a poursuivi des activités conformes à celles dans le cadre duquel elle demande une reconnaissance.

Section II. — Des conditions de reconnaissance des Centres d'expression et de créativité (CEC en abrégé)

Sous-section 1^{re}. — Des conditions générales de reconnaissance des Centres d'expression et de créativité

Art. 7. § 1^{er}. Pour être reconnus les Centres d'expression et de créativité doivent :

- mener des actions principalement dans des lieux ouverts au public;
- au minimum pendant 30 semaines par année civile;
- mettre en œuvre des démarches socio-artistiques dans un cadre d'infrastructures et d'équipements adaptés;
- pourvoir à un encadrement adéquat de leurs activités par des animateurs artistiques;
- favoriser l'implication active des participants et leur mise en contact avec des œuvres et des artistes;
- favoriser la rencontre des populations assurant ainsi la mixité en accordant une attention particulière aux populations précarisées socialement, culturellement ou économiquement.

§ 2. Fournir une planification quinquennale d'action selon le schéma suivant :

1° Pour les associations qui postulent une reconnaissance dans les catégories 1 et 2, une note d'intention exposant, au minimum :

- les types d'atelier et/ou actions que l'association entend réaliser;
- les publics qu'elle entend toucher et la manière dont elle va les impliquer dans les activités;
- les compétences des animateurs artistiques qui vont mener ces activités en joignant un *curriculum vitae*;
- les relations que l'association entend développer avec son environnement.

2° Pour les associations qui postulent une reconnaissance dans les catégories 3 et 4, un plan d'action exposant au minimum :

- les types d'atelier et/ou de projets que l'association entend réaliser;
- ses objectifs prioritaires et les moyens à mettre en œuvre pour les développer;
- une définition de son environnement socio-culturel et économique et des publics qu'elle cible;
- les orientations pédagogiques générales des démarches créatives qu'elle envisage;
- les moyens par lesquels elle entend impliquer les participants dans ses activités;
- les actions destinées à favoriser les contacts entre son public, les œuvres et les milieux artistiques et, le cas échéant, l'interdisciplinarité qu'elle entend développer;
- les compétences des animateurs artistiques qui mèneront les activités en joignant un *curriculum vitae*;
- les partenariats qu'elle entend mettre en œuvre afin de favoriser son implication dans l'environnement social ou culturel lié à son champ d'action;
- la méthode et, le cas échéant, l'outil de communication qu'elle entend mettre en place pour informer le public de son action.

3° En outre, l'association dépose le programme annuel d'ateliers requis pour la catégorie concernée.

Sous-section II. — Des conditions particulières de reconnaissance des Centres d'expression et de créativité

Art. 8. Les associations qui postulent une reconnaissance comme Centre d'expression et de créativité doivent faire le choix de l'une des quatre catégories définies ci-dessous et établir qu'elles remplissent les conditions de reconnaissance afférentes à l'une de ces catégories.

Art. 9. Pour être reconnue dans le cadre du niveau CEC 1, l'association doit :

- 1° Développer, au moins, 300 h d'atelier par an;
- 2° Développer, au moins, 3 ateliers de 30 h minimum par an;
- 3° Compter au moins 24 participants distincts sur la somme des ateliers prévus au point 2;
- 4° Organiser, au minimum, une activité par an permettant de présenter les actions du CEC aux participants des ateliers et à leurs proches et de sensibiliser un public externe aux actions du CEC telles que prévues à l'article 5, § 1^{er}, 2°;
- 5° Compter, au minimum, 50 participants distincts inscrits aux ateliers au cours d'une année et ce, pour l'ensemble des ateliers.

Art. 10. Pour être reconnue au niveau CEC 2, l'association doit :

- 1° Développer, au moins, 600 h d'atelier par an. Des heures d'atelier prestées à la demande d'autres organismes peuvent être comptabilisées à concurrence de 180 heures par an;
- 2° Développer, au moins, 5 ateliers de 30 h minimum par an;
- 3° Compter au moins 40 participants distincts sur la somme des ateliers prévus au point 2;
- 4° Organiser, au minimum, une activité par an permettant de présenter les actions du CEC aux participants des ateliers et à leurs proches et de sensibiliser un public externe aux actions du CEC telles que prévues à l'article 5, § 1^{er}, 2°;
- 5° Compter minimum 80 participants distincts inscrits aux ateliers au cours d'une année et ce, pour l'ensemble des ateliers;
- 6° Développer au moins 2 activités par an impliquant les participants aux ateliers, dans ou hors ceux-ci et favorisant le développement d'une expression citoyenne telle que prévue à l'article 5, § 1^{er}, 2°.

Art. 11. Pour être reconnue au niveau CEC 3, l'association doit :

- 1° Développer, au moins, 600 h d'ateliers par an. Des heures d'atelier prestées à la demande d'autres organismes peuvent être comptabilisées à concurrence de 180 heures par an;
- 2° Développer, au moins, 5 ateliers de 30 h minimum par an;
- 3° Compter au moins 40 participants distincts sur la somme des ateliers prévus au point 2;
- 4° Développer, au moins, 1 projet socio-artistique par an tel que défini à l'article 3 et conforme à l'article 5, § 1^{er};
- 5° Compter, au minimum, 100 participants distincts inscrits aux ateliers et aux projets au cours d'une année et ce, pour l'ensemble des ateliers et des projets;
- 6° Organiser, au minimum, une activité par an permettant de présenter les actions du CEC aux participants des ateliers et à leurs proches et de sensibiliser un public externe aux actions du CEC et aux langages artistiques;
- 7° Développer, au moins, un outil de communication informant le public et les institutions culturelles et sociales concernées de ses actions;
- 8° Développer au moins 2 activités par an impliquant les participants aux ateliers, dans ou hors ceux-ci et favorisant le développement d'une expression citoyenne telle que prévue à l'article 5, § 1^{er}, 2°

Art. 12. Pour être reconnue au niveau CEC 4, l'association doit :

- 1° Développer, au moins, 600 h d'ateliers par an. Des heures d'atelier prestées à la demande d'autres organismes peuvent être comptabilisées à concurrence de 180 heures par an;
- 2° Développer, au moins 5 ateliers de 30 h minimum par an;
- 3° Compter au moins 40 participants distincts sur la somme des ateliers prévus au point 2;
- 4° Développer, au moins, 2 projets socio-artistiques par an, tels que définis à l'article 3 et conformes à l'article 5, § 1^{er} dont un projet visant plus spécifiquement à favoriser des partenariats, l'ouverture à d'autres publics;
- 5° Compter, au minimum, 120 participants distincts inscrits aux ateliers et aux projets au cours d'une année et ce, pour l'ensemble des ateliers;
- 6° Organiser, au minimum, une activité par an permettant de présenter les actions du CEC aux participants des ateliers et à leurs proches et de sensibiliser un public externe aux actions du CEC et aux langages artistiques;
- 7° Développer, au moins, un outil de communication informant le public et les institutions culturelles et sociales concernées de ses actions;
- 8° Développer au moins 2 activités par an impliquant les participants aux ateliers, dans ou hors ceux-ci et favorisant le développement d'une expression citoyenne telle que prévue à l'article 5, § 1^{er}, 2°.

Art. 13. Les associations qui rencontrent les critères définis aux articles 14 et 15, bénéficient respectivement d'une réduction de 50 % (pour le déploiement d'une activité telle que décrite à l'article 14, 1°) et 25 % (pour le déploiement d'une activité telle que décrite à l'article 14, 2°) des critères quantitatifs définis aux articles 9 à 12 à l'exception du nombre d'ateliers et de projets visés aux articles : 9, 2°; 9, 4°; 10, 2°; 10, 4°; 11, 2°; 11, 4°; 11, 6°; 11, 7°; 12, 2°; 12, 4°; 12, 6°; 12, 7°.

Sous-section III. — Des conditions particulières de reconnaissance pour la poursuite d'objectifs spécifiques

Art. 14. Le Gouvernement reconnaît comme poursuivant des objectifs spécifiques et éligibles à la subvention complémentaire prévue à l'article 30, 4°, les Centres d'expression et de créativité qui poursuivent l'un des objectifs suivants :

1° Démarches visant un public spécifique : les associations qui mettent en œuvre des stratégies d'action permettant de faciliter l'accès à la créativité et aux pratiques artistiques de publics spécifiques sont éligibles à la subvention complémentaire, à condition que :

- ces actions soient effectivement destinées à des publics spécifiques tels que définis à l'article 3;
- au moins 60 % des participants à ces actions fassent partie de ces publics spécifiques;
- l'association mette en œuvre au moins une action par an permettant la rencontre entre ces publics spécifiques et d'autres publics;

2° Décentralisation d'actions en milieu rural : les associations qui décentralisent leurs actions dans au moins un lieu d'implantation différent de leur siège d'activité soit directement, soit en collaboration, soit en partenariat, sont éligibles à la subvention complémentaire à condition que ladite décentralisation :

- s'effectue dans un « milieu rural » tel que défini à l'article 3;
- porte sur un minimum de 3 ateliers de 30 h par an;
- implique au moins 24 participants distincts sur la somme des ateliers;
- comporte un total de 150 h d'activités dans le cadre de la décentralisation.

Dans sa note d'intention ou son plan d'action, l'association définit la zone géographique d'action sur laquelle elle entend travailler et fixe les moyens permettant de faciliter l'accès des habitants de cette zone à ses activités;

3° Formations d'animateurs et création d'outils pédagogiques : les associations qui développent des outils pédagogiques relatifs à la créativité et/ou aux pratiques artistiques et en assurent la diffusion auprès de groupes extérieurs, seules ou en partenariat sont éligibles à la subvention complémentaire à condition :

- qu'au moins un outil pédagogique par an soit produit;
- que l'activité de diffusion de cet outil comporte un minimum de 60 heures par an;
- que l'outil soit effectivement mis à disposition d'autres associations ou opérateurs culturels;
- que l'association organise au moins 6 journées de 6 h minimum de formation; sur les pratiques artistiques et/ou la créativité par an à destination d'un public d'animateurs ou de personnel pédagogique;
- que les actions visées aux points précédents équivalent à un minimum de 150 h par an au total;

4° Service d'appui socio-artistique (mise à disposition d'animateurs et de ressources, conseils, développement de projets et accompagnement)

Les associations qui développent des services d'appui socio-artistique sont éligibles à la subvention complémentaire à condition :

- qu'elles assurent un soutien pédagogique, des conseils et qu'elles accompagnent des projets socio-artistiques menés par d'autres opérateurs culturels et associatifs;
- mettent à disposition des opérateurs culturels ou associatifs externes, des ressources matérielles, techniques, pédagogiques ainsi que des animateurs spécialisés dans certaines pratiques artistiques en vue d'apporter un appui dans la réalisation de leurs projets socio-artistiques;
- que les actions visées aux deux points précédents équivalent à un minimum de 150 h par an au total;

5° Médiation artistique et résidence d'artistes :

Sont éligibles à la subvention complémentaire, les associations qui :

- initient des actions de médiation artistique, telles que définies à l'article 3, à destination de publics internes et externes au CEC;
- organisent au moins une résidence d'artiste, telle que définie à l'article 3 par an;
- à condition que les actions visées aux deux points précédents équivalent à un minimum de 150 h par an au total.

Art. 15. Les actions correspondant à un des objectifs visés à l'article 14 doivent être permanentes et comprises dans le plan d'action de l'association ou la note d'intention introduite au moment de la demande de reconnaissance.

L'objectif développé doit avoir été mis en œuvre depuis un an au moins avant sa prise en considération.

Section III. — Des conditions spécifiques de reconnaissance des Fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité (CEC en abrégé)

Art. 16. § 1^{er}. L'association qui postule une reconnaissance en tant que Fédération représentative de Centres d'expression et de créativité doit poursuivre les objectifs suivants :

- 1° Mener des actions en vue de développer le secteur de la créativité et de le représenter;
- 2° Offrir des services et des informations aux associations affiliées;
- 3° Organiser des formations à destination des animateurs artistiques tels que définis à l'article 3 ou des responsables de la gestion de ces associations;
- 4° Apporter un soutien pédagogique à ces animateurs concernant la créativité et le développement d'actions socio-artistiques;
- 5° Favoriser la diffusion des productions et la mise en réseau des associations membres;
- 6° Assurer la promotion de la créativité et des pratiques socio-artistiques, au niveau de la Communauté française et, le cas échéant, dans le cadre des échanges internationaux.

Elles poursuivent ces objectifs notamment, par l'organisation de formations, d'événements, de projets socio-artistiques, de partenariats, de publications et de services.

§ 2. Les Fédérations représentatives des CEC doivent mener leurs actions sur l'ensemble du territoire de la Communauté française.

Art. 17. § 1^{er}. L'association doit en outre, respecter les critères quantitatifs suivants :

- 1° Fédérer au moins 40 % des associations reconnues en vertu du présent décret, représentant au moins trois provinces et la Région de Bruxelles-Capitale;
- 2° Organiser au moins 60 heures de formations d'animateurs socio-artistiques, de gestionnaires des associations et d'animateurs coordinateurs;
- 3° Mettre en place un outil de communication à destination des membres et des opérateurs culturels concernés par les pratiques socio-artistiques;
- 4° Assurer une mission d'information, de conseil en matière d'obligations légales, de gestion des associations et de démarches pédagogiques dans le domaine socio-artistique;
- 5° Réaliser un projet ou une action par an visant le développement et la promotion du secteur de la créativité, notamment de ses productions;
- 6° Favoriser la découverte, s'il échet, par le biais de partenariats, de nouvelles approches des pratiques socio-artistiques.

§ 2. Pour être reconnue en tant que Fédération représentative des Centres d'expression et de créativité, l'association doit également établir un plan d'action quinquennal.

Ce plan détermine les objectifs prioritaires et les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser.

Pour ce faire, le plan d'action contient, au minimum, les indications suivantes :

- 1° Un diagnostic sur la situation du secteur et une analyse des enjeux liés aux pratiques artistiques en amateur et à la créativité;
- 2° Les moyens par lesquels l'association entend impliquer les associations sectorielles dans ses actions;
- 3° Les partenariats et les réseaux qu'elle envisage pour renforcer le développement du secteur;
- 4° Les moyens par lesquels elle entend promouvoir les pratiques artistiques et la créativité.

Art. 18. Un même CEC, reconnu, ne sera comptabilisé que par une seule Fédération représentative de Centres d'expression et de créativité, nonobstant la faculté qu'ont les CEC d'adhérer à plusieurs Fédérations. Dans cette hypothèse, le CEC doit indiquer quelle Fédération est habilitée à le représenter.

Section IV. — Des conditions spécifiques de reconnaissance des Fédérations de pratiques artistiques en amateur

Sous-section I^{re}. — Des conditions générales de reconnaissance des Fédérations de pratiques artistiques en amateur

Art. 19. § 1^{er}. D'un point de vue structurel, les associations qui souhaitent être reconnues en tant que Fédération de pratiques artistiques en amateur, doivent :

- 1° soit regrouper des Fédérations provinciales et/ou régionales auxquelles sont elles-mêmes affiliées des associations locales;
- 2° soit regrouper des associations locales exerçant des activités liées aux pratiques artistiques en amateur, dont les activités rencontrent l'objet du présent décret.

§ 2. Ces associations doivent en outre poursuivre les objectifs suivants :

- 1° Mener des actions en vue de développer le secteur de la pratique artistique concernée et de le représenter;
- 2° Offrir des services et des informations aux associations locales affiliées;
- 3° Organiser des formations à destination des cadres artistiques et associatifs et leur apporter un soutien pédagogique quant à la pratique concernée;
- 4° Favoriser la découverte des formes artistiques contemporaines dans chacune des pratiques concernées;
- 5° Favoriser la diffusion des productions et l'échange de pratiques entre les membres et, le cas échéant, avec d'autres fédérations;
- 6° Soutenir les associations locales de pratiques artistiques en amateur afin de renforcer leur ancrage dans la vie locale, de toucher de nouveaux publics et de favoriser de nouvelles collaborations avec d'autres opérateurs culturels;
- 7° Assurer la promotion de la pratique artistique au niveau de la Communauté française et, le cas échéant, au travers des échanges internationaux dans le cadre de leurs instances internationales.

La mise en œuvre de ces objectifs se concrétise notamment par l'organisation de stages, de formations, d'événements, de rencontres entre associations, de partenariats, de publications et de services.

§ 3. Une même association locale, ne sera comptabilisée que par une seule Fédération de pratiques artistiques en amateur, nonobstant la faculté qu'ont les associations locales d'adhérer à plusieurs Fédérations. Dans cette hypothèse, l'association locale doit indiquer quelle Fédération est habilitée à la représenter.

Art. 20. Il existe deux catégories de reconnaissance des Fédérations de pratiques artistiques en amateur, soit la catégorie communautaire soit la catégorie provinciale et/ou régionale.

Sous-section II. — Des conditions particulières de reconnaissance
des Fédérations communautaires de pratiques artistiques en amateur

Art. 21. § 1^{er}. Pour être reconnue au niveau de l'ensemble du territoire de la Communauté française, la fédération doit, au minimum, respecter les critères suivants :

1° Représenter au moins : soit 4 Fédérations reconnues provinciales et/ou régionales dont au moins une en Région de Bruxelles-Capitale, soit 100 associations locales ou 60 % des associations locales développant la pratique artistique concernée dans au moins deux provinces et la Région de Bruxelles-Capitale;

2° Organiser au moins 60 heures par an de formation des cadres artistiques et/ou associatifs et/ou des membres des associations locales en collaboration ou non avec les Fédérations provinciales ou régionales membres et les aider, le cas échéant, à concevoir et coordonner leurs formations;

3° Mettre en place au moins une action par an permettant de favoriser la découverte de formes artistiques contemporaines concernant la pratique artistique visée;

4° Mettre en place un outil de communication à destination des associations membres, coordonné, le cas échéant, avec les outils de communication des Fédérations provinciales et/ou régionales;

5° Assurer une mission d'information, de conseil et de ressource en matière d'obligations légales, de gestion des associations, d'aide à la conception d'actions ou d'événements, de renouvellement du répertoire ou des formes artistiques;

6° Réaliser un projet ou une action par an visant le développement et la promotion de la pratique artistique en amateur concernée;

7° Disposer des compétences liées aux disciplines artistiques développées et joindre à cet effet les *curriculum vitae* des intervenants réguliers dans les formations organisées.

Dans le cas où une Fédération communautaire reconnue fédère des Fédérations provinciales et/ou régionales, elle a pour mission d'assurer la coordination et la complémentarité des missions confiées à l'ensemble des Fédérations reconnues.

§ 2. Pour être reconnue en tant que Fédération communautaire d'une pratique artistique en amateur, l'association doit également établir une note spécifique d'intention quinquennale qui définit les objectifs et les actions que la Fédération entend mener pour concrétiser ses missions.

La note devra clairement préciser les modalités de coordination des actions avec soit les Fédérations provinciales ou régionales soit, les associations locales.

La Fédération communautaire déposera annuellement le programme de ses actions.

Sous-section III. — Des conditions particulières de reconnaissance
des Fédérations provinciales et régionales de pratiques artistiques en amateur

Art. 22. § 1^{er}. Pour être reconnue en tant que Fédération provinciale ou régionale, l'association doit, au minimum, respecter les critères suivants :

1° Le cas échéant, être affiliée à une Fédération communautaire reconnue de pratiques artistiques en amateurs;

2° Fédérer au moins, soit 40 associations ou 40 % des associations locales développant la pratique concernée dans une province pour les Fédérations provinciales. En outre, pour les Fédérations régionales, les associations doivent exercer leurs pratiques sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ou sur le territoire de deux provinces wallonnes ou sur le territoire d'une province wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale;

3° Organiser au moins 20 heures par an de formation des cadres artistiques et/ou associatifs et/ou des membres des associations locales, s'adressant à toutes les associations membres;

4° Mettre en place un outil de communication à destination des associations membres coordonné, le cas échéant, avec les outils de communication de la Fédération reconnue au niveau communautaire;

5° Assurer une mission d'information, de conseil et de ressources (moyens humains et matériels) auprès des associations membres ainsi que de renouvellement du répertoire et/ou de la pratique artistique;

6° Réaliser un projet ou une action par an visant le développement et la promotion de la pratique artistique concernée.

§ 2. Pour être reconnue en tant que Fédération d'une pratique artistique en amateur au niveau provincial ou régional, l'association doit, en outre, établir une note d'intention quinquennale qui définit les objectifs et actions que la Fédération entend mener pour concrétiser ses missions.

Elle devra clairement préciser les modalités de coordination des actions avec les associations locales.

La Fédération déposera annuellement le programme de ses actions.

Section V. — De la procédure de reconnaissance

Art. 23. § 1^{er}. Toute association sollicitant une reconnaissance dans le cadre du présent décret établira une demande formelle de reconnaissance en précisant le type de reconnaissance postulée, comme suit :

a) Si la demande de reconnaissance porte sur un Centre d'expression et de créativité, l'association précise à quelle catégorie elle postule et, le cas échéant, l'objectif complémentaire qu'elle entend réaliser;

b) Si la demande de reconnaissance porte sur une Fédération représentative de Centres d'expression et de créativité, l'association identifie, à la date de sa candidature, les associations qu'elle fédère et confirme l'adhésion d'au moins 40 % des associations reconnues comme Centre d'expression et de créativité conformément à l'article 17;

c) Si la demande de reconnaissance porte sur une Fédération de pratiques artistiques en amateur, l'association précise à quelle catégorie territoriale elle postule et identifie les associations locales qu'elle fédère. Elle confirme l'adhésion de ses membres conformément aux critères déterminés aux articles 21 et 22.

§ 2. L'association candidate joindra à sa demande la note d'intention ou le plan d'action quinquennal exposant son projet. Dans ce contexte, l'association s'engagera formellement à maintenir la qualité et la quantité de ses activités pendant la durée de la reconnaissance.

§ 3. La demande sera complétée des rapports visés aux articles 6, 8^o et 9^o. En cas de demande de renouvellement de reconnaissance, l'association joindra en outre à sa demande, l'évaluation de la période quinquennale précédente ainsi qu'un nouveau plan d'action ou note d'intention.

§ 4. Après avis de la Commission consultative de la Créativité et des Pratiques artistiques, le Gouvernement arrête la liste des documents à produire et des formulaires type à compléter pour l'introduction de la demande de reconnaissance.

Art. 24. § 1^{er}. Pour toute demande de reconnaissance introduite, la Commission consultative de la Créativité et des Pratiques artistiques et les services du Gouvernement qu'il désigne rendent :

1^o Un avis sur le respect des conditions de reconnaissance;

2^o Un avis sur la cohérence entre le rapport d'évaluation visé à l'article 6, 8^o et 9^o et la note d'intention ou le plan d'action sur base d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs;

3^o Un avis d'opportunité motivé prenant en compte la pertinence de la note d'intention ou du plan d'action de l'association par référence au contexte territorial, socioculturel et socio-artistique.

§ 2. Le Gouvernement arrête les délais dans lesquels ces avis sont établis, ainsi que les conséquences qui se rattachent au non respect de ces délais, ou à la non-production de ces avis.

Art. 25. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête les délais et les modalités selon lesquelles sont communiquées les décisions d'octroi ou de refus de reconnaissance. Le Gouvernement peut accorder une reconnaissance dans une catégorie inférieure à celle postulée par l'association pour autant que celle-ci ne s'y oppose pas.

§ 2. La procédure d'octroi de reconnaissance définie par le Gouvernement prévoit au moins :

1^o la possibilité pour l'association d'introduire un recours contre une décision de refus de reconnaissance ainsi que ses formes et délais;

2^o la compétence d'avis de la Commission consultative de la Créativité et des pratiques artistiques en amateurs en matière de recours;

3^o la possibilité pour l'association de présenter son argumentation;

4^o la procédure de recours.

Art. 26. Le Gouvernement assure, par la voie des services qu'il désigne, la publication annuelle d'un rapport relatif aux demandes de reconnaissance, aux dates d'introduction de celles-ci, aux avis remis par la Commission consultative, aux décisions prises et aux montants octroyés.

Section VI. — De l'évaluation

Art. 27. § 1^{er}. Toute association qui s'est vue octroyer une reconnaissance d'une durée de cinq ans fait l'objet, lors de la quatrième année, d'une évaluation.

L'évaluation du respect des conditions de reconnaissance par l'association est obligatoirement jointe à toute demande de renouvellement de reconnaissance et entre en ligne de compte pour déterminer si le renouvellement de reconnaissance doit :

a) être reconduit dans une même catégorie;

b) être reconduit dans une catégorie différente;

c) être refusé.

§ 2. Le Gouvernement arrête après avis de la Commission consultative de la Créativité et des Pratiques en amateur les modalités pratiques de la procédure de renouvellement de la reconnaissance, dont notamment la liste des documents à produire, des formulaires type à compléter, ainsi que des délais à respecter.

A cet égard, le Gouvernement fixe également les grilles d'écriture et les indicateurs d'évaluation des notes d'intention, des plans d'action et des rapports d'évaluation en fonction des critères quantitatifs et qualitatifs déterminés par le présent décret pour chaque type de reconnaissance.

Art. 28. Annuellement, chaque association reconnue communique aux services désignés par le Gouvernement tous les supports qui permettent d'attester de la réalisation de ses actions et de tout changement significatif intervenu dans l'exécution de sa note d'intention ou de son plan d'action ou dans la programmation de ses actions.

Après avis de la Commission consultative de la Créativité et des Pratiques artistiques en amateur, le Gouvernement arrête la forme et les modalités de production de ces éléments.

CHAPITRE III. — *Des conditions de subventionnement*Section I^{re}. — Des Centres d'expression et de créativité

Art. 29. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement alloue à toute association reconnue comme Centre d'expression et de créativité une ou plusieurs subventions en fonction de la catégorie dans laquelle elle est reconnue.

Art. 30. Le Gouvernement octroie les subventions suivantes :

1° Une subvention forfaitaire annuelle de fonctionnement et d'activités dont le montant varie selon la catégorie du Centre d'expression et de créativité. Le montant de la subvention est établi comme suit :

- catégorie 1 : 5.000 euros;
- catégorie 2 : 10.000 euros;
- catégorie 3 : 20.000 euros;
- catégorie 4 : 30.000 euros.

2° Une subvention supplémentaire à l'emploi telle que prévue à l'article 9, 3° du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française est octroyée, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, pour les emplois occupés au 31 décembre 2006 calculés en équivalents temps plein et mentionnés dans le cadre du rapport annuel déclaré pour cette année, ou figurant dans un cadastre pris en exécution de l'article 9, 3° du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, ceci à condition que l'association qui introduit la demande ne bénéficie pas déjà d'une subvention similaire liée à une autre activité qu'elle exercerait dans le cadre des articles 1^{er} et 2 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.

3° Une subvention à l'emploi telle que prévue à l'article 9, 1° du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française et dans la limite des crédits budgétaires disponibles. Les Centres d'expression et de créativité de catégorie 3 et 4 peuvent bénéficier d'une subvention permanent « animateur-coordonnateur » à temps plein. L'« animateur-coordonnateur » est celui défini par la classification de fonctions visée à l'article 1^{er}, 14° du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.

Les subventions à l'emploi sont octroyées selon l'ordre de priorité suivant :

— aux associations qui ne bénéficient d'aucun emploi conformément aux définitions des articles 9 et 10 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française et ce quel que soit le statut du travailleur;

— aux associations qui occupent le plus petit nombre de travailleurs, ce nombre étant calculé par tranches d'équivalents mi-temps et indépendamment de leur statut;

— aux associations dont la proportion d'emplois équivalents temps plein et ensuite mi-temps financée sur fonds propres exclusivement est la plus importante;

— pour les associations qui ont le même nombre d'emplois, celles qui cumulent le plus petit nombre de travailleurs et le nombre le plus important d'emplois financés exclusivement sur fonds propres, sont prioritaires.

En cas d'égalité, après application des critères précédents, la priorité est donnée à la reconnaissance la plus ancienne.

4° Une subvention forfaitaire spécifique de fonctionnement de 5.000 euros par objectif complémentaire développé par le Centre d'expression et de créativité et défini à l'article 14 est octroyée dans le respect des principes suivants :

— le Gouvernement peut reconnaître les associations qui remplissent les conditions afférentes à l'un des objectifs spécifiques définis à l'article 14;

— les Centres d'expression et de créativité de catégorie 1 et 2 ne peuvent postuler à la subvention complémentaire que pour la réalisation de l'un des objectifs visés à l'article 14, 1° ou 14, 2°.

— une même association ne peut postuler à la subvention que pour un seul objectif complémentaire.

Le Gouvernement arrête, après avis de la Commission, les conditions et la procédure d'octroi de ces subventions.

Section II. — Des Fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité

Art. 31. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement alloue à toute association reconnue comme Fédération représentative de Centres d'expression et de créativité reconnus par la Communauté française :

1° Une subvention forfaitaire annuelle de fonctionnement et d'activités :

— Pour les Fédérations représentatives des Centres d'expression et de créativité qui regroupent moins de 50 % des associations reconnues : 35.000 euros;

— Pour les Fédérations représentatives des Centres d'expression et de créativité qui regroupent 50 % des associations reconnues : 45.000 euros.

2° Une subvention supplémentaire à l'emploi telle que prévue à l'article 9, 3° du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française est octroyée, dans la limite des crédits disponibles, pour les emplois occupés au 31 décembre 2006 calculés en équivalents temps plein et mentionnés dans le cadre du rapport annuel déclaré pour cette année, ou figurant dans un cadastre pris en exécution de l'article 9, 3° du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, ceci à condition que l'association qui introduit la demande ne bénéficie pas déjà d'une subvention similaire liée à une autre activité qu'elle exercerait dans le cadre des articles 1^{er} et 2 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.

3° Une subvention à l'emploi telle que prévue à l'article 9, 1° du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française et dans la limite des crédits budgétaires disponibles. Les Fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité peuvent bénéficier d'une subvention permanente « animateur-coordonnateur » à temps plein. L'« animateur-coordonnateur » est celui défini par la classification de fonctions visée à l'article 1^{er}, 14° du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.

Les subventions à l'emploi sont octroyées selon l'ordre de priorité suivant :

— aux associations qui ne bénéficient d'aucun emploi conformément aux définitions des articles 9 et 10 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française et ce, quel que soit le statut du travailleur;

— aux associations qui occupent le plus petit nombre de travailleurs, ce nombre étant calculé par tranches d'équivalents mi-temps et indépendamment de leur statut;

— aux associations dont la proportion d'emplois équivalents temps plein et ensuite mi-temps financée sur fonds propres exclusivement est la plus importante;

— pour les associations qui ont le même nombre d'emplois, celles qui cumulent le plus petit nombre de travailleurs et le nombre le plus important d'emplois financés exclusivement sur fonds propres, sont prioritaires.

En cas d'égalité, après application des critères précédents, la priorité est donnée à la reconnaissance la plus ancienne.

Section III. — Des Fédérations de pratiques artistiques en amateur

Art. 32. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement alloue à toute association reconnue comme Fédération de pratiques artistiques en amateur :

1° Une subvention forfaitaire annuelle de fonctionnement et d'activités établie comme suit :

Pour les Fédérations communautaires qui regroupent :

— moins de 50 associations locales : 20.000 euros;

— entre 51 et 100 associations locales : 25.000 euros;

— entre 101 et 150 associations locales : 30.000 euros;

— plus de 150 associations locales : 45.000 euros.

Pour les Fédérations communautaires qui fédèrent au moins 4 Fédérations provinciales et/ou régionales reconnues dont une en Région de Bruxelles-Capitale qui comptabilisent au total plus de 150 associations locales : 45.000 euros.

Pour les Fédérations provinciales/régionales qui regroupent :

— moins de 25 associations locales : 5.000 euros;

— entre 26 et 50 associations locales : 10.000 euros;

— entre 51 et 100 associations locales : 15.000 euros;

— plus de 100 associations locales : 20.000 euros.

2° Une subvention supplémentaire à l'emploi telle que prévue à l'article 9, 3° du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française est octroyée, dans la limite des crédits disponibles, pour les emplois occupés au 31 décembre 2006 calculés en équivalents temps plein et mentionnés dans le cadre du rapport annuel déclaré pour cette année, ou figurant dans un cadastre pris en exécution de l'article 9, 3° du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, ceci à condition que l'association qui introduit la demande ne bénéficie pas déjà d'une subvention similaire liée à une autre activité qu'elle exercerait dans le cadre des articles 1^{er} et 2 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.

3° Une subvention à l'emploi telle que prévue à l'article 9, 1° du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française et dans la limite des crédits budgétaires disponibles. Les Fédérations de pratiques artistiques en amateur communautaire, régionale ou provinciale peuvent bénéficier d'une subvention permanente « animateur-coordonnateur » à temps plein lorsqu'elles comptabilisent plus de 150 associations locales ou qu'elles fédèrent au moins 4 fédérations provinciales et/ou régionales reconnues dont une en Région de Bruxelles-Capitale qui comptabilisent au total plus de 150 associations locales. L'« animateur-coordonnateur » est celui défini par la classification de fonctions visée à l'article 1^{er}, 14° du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française. Afin de bénéficier d'une subvention permanente pour un « animateur-coordonnateur » aux moins deux Fédérations communautaires, régionales ou provinciales peuvent se regrouper pour comptabiliser au total plus de 150 associations locales affiliées. A cette fin les Fédérations concernées doivent établir une convention de coopération.

Les subventions à l'emploi sont octroyées selon l'ordre de priorité suivant :

— aux associations qui ne bénéficient d'aucun emploi conformément aux définitions des articles 9 et 10 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française et ce quel que soit le statut du travailleur;

— aux associations qui occupent le plus petit nombre de travailleurs, ce nombre étant calculé par tranches d'équivalents mi-temps et indépendamment de leur statut;

— aux associations dont la proportion d'emplois équivalents temps plein et ensuite mi-temps financée sur fonds propres exclusivement est la plus importante;

— pour les associations qui ont le même nombre d'emplois, celles qui cumulent le plus petit nombre de travailleurs et le nombre le plus important d'emplois financés exclusivement sur fonds propres, sont prioritaires.

En cas d'égalité, la priorité est donnée à la date de la reconnaissance la plus ancienne.

Section IV. — Des subventions extraordinaires

Art. 33. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, une subvention aux projets de développement et de promotion de la créativité et des pratiques artistiques en amateur peut être accordée aux associations reconnues ou non reconnues en vertu du présent décret.

§ 2. Cette subvention peut être accordée pour :

1° La mise en œuvre de projets extraordinaires ou événementiels;

2° La promotion et la diffusion en Communauté française de productions propres à l'association dont l'intérêt artistique ou pédagogique dépasse le cadre de l'association et permet de valoriser la créativité et les pratiques artistiques en amateur en touchant un public plus large;

3° L'organisation de formations et/ou d'animations relatives à des démarches créatives ou de pratiques artistiques en amateur destinées à un public de cadres culturels;

4° La mise en œuvre de projets définis dans le cadre d'appels à projets selon des enjeux d'actualité ou des priorités de politiques culturelles. Ces appels à projets devront être soumis à l'avis de la Commission consultative de la créativité et des pratiques artistiques en amateur.

§ 3. La subvention octroyée ne peut dépasser 60 % des charges liées au projet.

§ 4. Le Gouvernement arrête, après avis de la Commission, les conditions et la procédure d'octroi de ces subventions extraordinaires.

Art. 34. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, des subventions extraordinaires ponctuelles peuvent être accordées pour soutenir des projets développés par les associations locales affiliées à une Fédération de pratiques artistiques en amateur reconnue.

§ 2. Cette subvention peut être accordée à l'association locale pour la mise en œuvre de projets fondés sur un répertoire innovant ou développant une démarche novatrice et rencontrant au moins deux des cinq conditions suivantes :

1° partenariat de plusieurs associations locales de pratiques artistiques en amateur et/ou d'associations actives dans le domaine socio-artistique;

2° réalisation d'une production artistique;

3° diffusion dépassant le cadre local;

4° partenariat avec au moins une association culturelle locale ou régionale renforçant l'inscription de l'association locale de pratiques artistiques en amateur dans le champ culturel;

5° implication dans un projet artistique professionnel ou semi-professionnel.

§ 3. La subvention octroyée ne peut dépasser 60 % des charges liées au projet.

§ 4. Sans préjudice de l'article 33, une même association locale ne peut obtenir au maximum qu'une seule subvention extraordinaire ponctuelle tous les deux ans sauf si le projet porte sur la diffusion d'une production soutenue l'année antérieure. En cas de projet porté par plusieurs associations fédérées, une seule demande sera introduite par l'association locale désignée comme porteuse du projet.

§ 5. Le Gouvernement arrête, après avis de la Commission, les conditions et la procédure d'octroi de ces subventions extraordinaires.

Art. 35. Le Gouvernement assure, par la voie des services qu'il désigne, la publication annuelle d'un rapport relatif aux montants alloués sur base des articles 33 et 34, aux bénéficiaires de ces montants, ainsi qu'aux projets réalisés grâce à ces subventions extraordinaires.

Section V. — De la justification et de la liquidation des subventions

Art. 36. § 1^{er}. A dater du 1^{er} janvier de chaque année et pour autant que le budget général des dépenses ait été préalablement adopté, le Gouvernement liquide les subventions visées aux articles 30, 1° et 4°, 31, 1° et 32, 1° en deux tranches :

1° La première tranche équivalente à 85 % est liquidée pour le 31 mars de la même année au plus tard.

2° Après vérification du dossier justificatif de l'année précédente, la seconde tranche, soit 15 %, est versée aux associations reconnues pour le 15 décembre de la même année.

§ 2. Le Gouvernement fournit à l'association un décompte des subventions octroyées lors la liquidation de chaque tranche.

Art. 37. Les forfaits de fonctionnement et d'activités visés aux articles 30, 1° et 4°, 31, 1° et à l'article 32, 1° sont indexés annuellement, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, suivant l'indexation du budget général des dépenses primaires de la Communauté française (indice santé) et ce, pour la première fois à partir du 1^{er} janvier 2010.

Art. 38. Les forfaits de fonctionnement et d'activités visés aux articles 30, 1° et 4°, 31, 1° et à l'article 32, 1°, sont octroyés pour une année civile et justifiés par les dépenses afférentes à la même année.

Art. 39. L'association est tenue de communiquer pour le 30 mai au plus tard au Gouvernement ses comptes annuels approuvés par son assemblée générale et relatifs à l'année civile précédente et, également, le budget de l'année en cours. Ces comptes justifient les forfaits de fonctionnement et d'activités visés aux articles 30, 1° et 4°, 31, 1° et à l'article 32, 1°.

Art. 40. L'association est tenue de conserver pendant cinq ans, à dater du premier janvier de l'année suivant l'année d'octroi des subsides, toutes les pièces comptables justificatives de l'utilisation des subventions octroyées et les tenir à disposition pour vérification, conformément aux dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes.

Art. 41. Le Gouvernement arrête la liste des documents justificatifs, en ce compris les formulaires type, les modalités d'introduction de ces documents et les modalités de liquidation des subventions visées par le présent décret.

CHAPITRE IV. — *Modification ou retrait de reconnaissance*

Art. 42. Si une association reconnue est mise en liquidation ou cesse ses activités, les subventions qui lui sont versées sont immédiatement retirées, le cas échéant, à l'exception de celles visées à l'article 15 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.

Art. 43. Si une association reconnue ne respecte pas les conditions de reconnaissance ou n'est manifestement plus en mesure de les remplir avant l'échéance de la reconnaissance, le Gouvernement procède à un retrait de reconnaissance ou à un changement de catégorie de celle-ci selon les modalités reprises à l'article 44.

Art. 44. La procédure de modification ou de retrait de la reconnaissance se déroule comme suit :

Le Gouvernement peut décider le retrait de la reconnaissance et des subventions qui y sont liées dès qu'il est informé par les services qu'il a désignés à cet effet du non-respect des conditions de reconnaissance, suite à une notification de carence émanant de l'association elle-même ou suite à la réception d'un rapport négatif émanant desdits services produit d'initiative ou à la demande de ces derniers.

Les services désignés par le Gouvernement informent l'association par courrier recommandé de la demande de retrait ou de la proposition de modification de reconnaissance dans le cadre d'un changement de catégorie.

L'association doit être informée de la faculté dont elle dispose de faire valoir ses observations sur cette demande par écrit dans un délai de 30 jours, elle peut également demander à être entendue par les services.

En cas d'absence de réaction de l'association, les services désignés par le Gouvernement transmettent le dossier complet et une proposition motivée de décision au Gouvernement dans un délai d'un mois à compter de l'échéance du délai prévu à l'alinéa 4.

En cas de réaction de l'association, le dossier et la proposition motivée des services, est transmis dans le mois qui suit la réception de la réaction de l'association à la Commission des pratiques artistiques en amateur qui dispose d'un délai de 60 jours pour remettre un avis.

Passé ce délai, les services désignés transmettent le dossier complet et une proposition de décision au Gouvernement.

Le Gouvernement décide de retirer, de maintenir ou de modifier la reconnaissance, dans un délai de 60 jours à dater de la transmission de la proposition des services désignés par le Gouvernement.

La modification ou le retrait de la reconnaissance prend effet au 1^{er} janvier qui suit la date de la notification de la décision.

CHAPITRE V. — *De la Commission consultative de la Créativité et des Pratiques artistiques en amateur*

Art. 45. § 1^{er}. Il est créé une Commission consultative de la Créativité et des Pratiques artistiques en amateur.

§ 2. La Commission a notamment pour missions de :

1^o formuler, d'initiative ou à la demande du Ministre, du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, tout avis ou proposition sur la politique générale de soutien au développement de la créativité et des pratiques artistiques en amateur dans le cadre du présent décret, ainsi que sur la promotion des associations reconnues en exécution de celui-ci, formuler des avis sur les demandes et les propositions de modifications de retraits ou de reconnaissances;

2^o formuler des avis sur les évaluations quinquennales et les demandes de renouvellement de la reconnaissance;

3^o formuler un avis sur les recours introduits par les associations.

§ 3. De manière générale, la Commission est obligatoirement saisie de tout dossier relevant du domaine de la créativité et des pratiques artistiques en amateur et qui tombe dans le champ d'application de l'article 6 de la loi du 16 juillet 1973 sur le pacte culturel.

Art. 46. La composition, le fonctionnement ainsi que le mode de désignation des membres sont effectués conformément au décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel ainsi qu'à ses arrêtés d'application des 23 et 30 juin 2006.

Art. 47. La Commission se compose de :

— 3 membres professionnels et 3 membres experts des différentes disciplines artistiques ayant une compétence ou une expérience d'animation dans le champ de la créativité et des pratiques artistiques en amateur, désignés par le Gouvernement;

— 12 membres représentant les organisations représentatives d'utilisateurs agréés;

— 4 membres représentant les tendances idéologiques et philosophiques.

CHAPITRE VI. — *De l'évaluation*

Art. 48. Le Gouvernement procède à une évaluation du présent décret dans les six ans à dater de son entrée en vigueur et ensuite tous les cinq ans.

Les modalités de cette évaluation sont arrêtées par le Gouvernement.

Cette évaluation est communiquée par le Gouvernement au Parlement de la Communauté française dans un délai de six mois à dater de l'expiration du délai visé à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement assure, par la voie des services qu'il désigne, la publication de cette évaluation. En outre, il le charge d'organiser sa mise en ligne sur le site officiel de la Communauté française dans le respect des dispositions du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'Administration.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives*

Art. 49. Les Centres d'expression et de créativité, les Fédérations de Centres d'expression et de créativité et les Fédérations de pratiques artistiques en amateur bénéficiant, pour la première fois en 2009, de la subvention supplémentaire à l'emploi visée aux articles 30, 2°, 31, 2° et 32, 2°, disposent d'une période transitoire de 3 ans, à compter du 1^{er} janvier 2009, pour appliquer l'article 13, alinéa 2 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socio-culturels de la Communauté française.

Cette dérogation ne s'applique que dans l'hypothèse où le montant de la subvention susvisée, ajouté à la rémunération du personnel concerné, serait insuffisant pour atteindre les barèmes visés à l'article 13 alinéa 2 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 50. Les articles 30, 2°, 31, 2°, 32, 2° et 45 entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2009, dans la limite des crédits disponibles.

Art. 51. Dans l'attente des décisions sur les demandes de reconnaissance, les associations déjà subventionnées en tant que Centres d'expression et de créativité avant l'entrée en vigueur du présent décret continuent de bénéficier du montant de la subvention de fonctionnement et d'animation reçue lors de l'exercice civil précédent l'entrée en vigueur du présent décret, indexée selon l'indice santé, pendant une durée de trois ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, pour autant qu'elles déposent annuellement leur rapport d'activités pour le 31 mars et leurs comptes au plus tard le 30 juin de chaque année de la période transitoire et pour autant que leur volume d'activités ne diminue pas de manière significative.

Dans l'hypothèse où le volume d'activités d'une association visée par le présent article diminue de manière significative durant ces trois années, le montant de la subvention globale est diminué par le Gouvernement, sur proposition des services désignés à cet effet, après avis de la Commission et audition de l'association concernée.

Les Centres d'expression et de créativité qui ne seront pas reconnus en vertu du présent décret perdront le bénéfice de leurs subventions au 1^{er} janvier 2014.

Art. 52. A l'exception des articles 30, 2°, 31, 2°, 32, 2° et 45 les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances,
de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—
Note

(1) *Session 2008-2009* :

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 674-1. — Amendements de commission, n° 674-2. — Rapport, n° 674-3. - Amendements de séance, n° 674-4.

Comptes-rendus intégraux. — Discussion. Séance du 27 avril 2009. Adoption. Séance du 28 avril 2009.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 3745

[C — 2009/29715]

30 APRIL 2009. — Decreet betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Afdeling I. — Strekking en toepassingsgebied

Artikel 1. § 1. Dit decreet heeft tot doel de verenigingen te erkennen die acties voeren ter bevordering van de culturele ontwikkeling van individu's en groepen door expressie en/of creativiteit, door de invoering van kunstpraktijken zoals bepaald in artikel 3, met het oog op hun integratie in het sociaal en cultureel leven via hun uitvindingsvermogen en hun deelneming op dat gebied.

§ 2. De actie van de verenigingen bedoeld bij dit decreet beoogt sociale en culturele emancipatie en moedigt de expressie van de burger aan.

Art. 2. Het decreet bepaalt de procedures voor de erkenning en de subsidiëring van de centra voor expressie en creativiteit, van de federaties van centra voor expressie en creativiteit, alsook van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, waarvan de definities hierna volgen.

Het decreet is niet van toepassing op de verenigingen waarvan de activiteiten en opleidingen voornamelijk in schoolverband plaatsvinden alsook op die waarvan de activiteiten en opleidingen voornamelijk bestemd zijn voor de professionelen van de kunstwereld of voor de kunststudenten.

Afdeling II. — Definities

Art. 3. Voor de toepassing van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1° « Regering » : de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° « Minister » : de Minister van de Franse Gemeenschap, bevoegd voor cultuur;

3° « vereniging » : de vereniging bedoeld in artikel 4, § 1, opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

4° « Commissie » : de adviescommissie creativiteit en amateuristische kunstbeoefening, opgericht bij artikel 45;

5° « centrum voor expressie en creativiteit » : de vereniging die aan alle publieksgroepen regelmatige ateliers en projecten voorstelt in elke kunstdiscipline waarvoor de technische beheersing geen doel op zich is maar bijdraagt tot de ontwikkeling van de expressie en de creativiteit van de deelnemers;

6° « Federatie die centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigt » : de federatie die tot doel heeft de centra voor expressie en creativiteit te ontwikkelen en te ondersteunen alsook de creativiteit en de sociaal-artistische projecten te bevorderen;

7° « Federatie voor amateuristische kunstbeoefening » : de federatie die tot doel heeft lokale verenigingen te ondersteunen, te ontwikkelen en te vernetwerken, hun actie en de beoefening van een kunst in een bepaalde kunstdiscipline te bevorderen;

8° « Kunstpraktijk » : « elke vorm van kunst of symbolische expressie die elkeen de mogelijkheid biedt om zich uit te drukken door middel van de beoefening en de ontdekking van kunstdisciplines, of zelfs zijn creativiteit te ontwikkelen met een niet-professioneel doeleinde;

9° « Lokale verenigingen » : verenigingen opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, of een feitelijke vereniging bestaande uit ten minste vijftien personen, om een kunstdiscipline regelmatig sedert één jaar te beoefenen, en die aangesloten zijn bij een federatie die gespecialiseerd is in de ontwikkelde discipline en die werkzaam zijn binnen een gemeente of een wijk;

10° « Atelier » : ruimte-tijd waarin de activiteiten worden gevoerd in verband met de voorgestelde creatieve acties en waarin sociaal-artistische projecten, in welbepaalde gevallen, tot stand kunnen komen. De stages brengen dezelfde deelnemers in een geconcentreerde ruimte-tijd samen en worden als bijzondere ateliers beschouwd;

11° « sociaal-artistisch project » : geheel van creatieve acties die over het algemeen in één of meer ateliers of in de vereniging worden bepaald en uitgevoerd, leidend tot een materiële of immateriële werkelijkheid die voor communicatie vatbaar is;

12° « creativiteit » : vermogen om te scheppen. Creativiteit is een vaardigheid die ontwikkeld wordt door creatieve acties;

13° « creatieve actie » : pedagogisch proces waarbij deelnemers betrokken zijn, dat door de artistieke animator wordt voorgesteld in het kader van ateliers, of zelfs projecten. Dat proces heeft tot doel een kader op te richten om, uitgaande van een thema, een concept, materialen, een techniek of een esthetische benadering te verkennen;

14° « expressie » : vaardigheid van de mens om zich uit te drukken over de wereld waarin hij leeft of over zichzelf door het gebruik van kunstvormen of vormen van symbolische expressie. Die expressie kan individueel of collectief zijn. Ze steunt op het gebruik van pedagogische animatiemethoden;

15° « artistiek animator » : elke persoon die artistieke en pedagogische bevoegdheden en/of vaardigheden heeft en die in staat is tot het overbrengen ervan, het stimuleren van onderzoek, het ontwerpen van creatieve acties en het uitvoeren van een bepaald sociaal-artistisch project;

16° « kunstbemiddeling » : pedagogisch proces dat tot doel heeft de toe-eigening van kunstwerken door de deelnemers van het centrum voor expressie en creativiteit en door het publiek dat niet tot het centrum behoort, te stimuleren en verder te ondersteunen. Het gaat om activiteiten die buiten de atelieruren maar in samenwerking met de ateliers worden ontwikkeld;

17° « verblijf van een beroepskunstenaar » : tijdelijke installatie van een beroepskunstenaar in een centrum voor expressie en creativiteit. Hij verbindt zich contractueel ertoe, gelijktijdig of in verband met zijn werk, sociaal-artistieke werkzaamheden met de deelnemers van het centrum voor expressie en creativiteit te voeren;

18° « specifiek publiek » : personen die in een zeer precare toestand leven of personen die een mentale handicap, een ernstige geestesziekte of een lichamelijke handicap vertonen die wetenschappelijk bewezen zijn;

19° « personen die in een zeer precare toestand leven » : de personen, gezinnen of groepen van personen waarvan de (materiële, culturele en sociale) middelen zo beperkt zijn dat ze uitgesloten worden van de minimale levensstandaard die als aanvaardbaar erkend wordt door de Staat waarin ze leven;

20° « platteland » : vestiging van de hoofdzetel van de activiteiten van het centrum voor expressie en creativiteit in een gemeente waarvan de bevolkingsdichtheid ofwel niet 70 inwoners per vierkante kilometer overschrijdt ofwel niet 200 inwoners per vierkante kilometer overschrijdt, op voorwaarde dat ze gelegen is in een gemeente die vóór de fusie minder dan 4 000 inwoners telde;

21° « provinciale federatie voor amateuristische kunstbeoefening » : federatie waarbij lokale verenigingen aangesloten zijn die op het grondgebied van een provincie, in de zin van artikel 3, 13°, gelegen zijn;

22° « gewestfederatie voor amateuristische kunstbeoefening » : federatie waarbij lokale verenigingen aangesloten zijn die gelegen zijn op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest of op een deel van het grondgebied van het Waalse Gewest, in minstens twee provincies, of in een provincie en in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

23° « gemeenschapsfederatie voor amateuristische kunstbeoefening » : federatie waarbij verenigingen voor amateuristische kunstbeoefening aangesloten zijn die hun actie voeren op het gehele grondgebied van de Franse Gemeenschap of die minstens 4 gewestfederaties en/of provinciale federaties overkoepelt, waaronder ten minste één in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

24° « sociaal-artistiek steunpunt » : terbeschikkingstelling van culturele operatoren of verenigingen die niet tot het centrum voor expressie en creativiteit behoren, van materiële, technische en pedagogische middelen alsook van animatoren die in sommige kunstdisciplines gespecialiseerd zijn, om die steun en begeleiding te verlenen bij de verwezenlijking van hun sociaal-artistieke projecten.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning*

Afdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden die gemeen zijn aan de centra voor expressie en creativiteit, aan de federaties van de centra voor expressie en creativiteit, alsook aan de federaties voor amateuristische kunstbeoefening

Art. 4. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kan de Regering de verenigingen erkennen die erom verzoeken en die aan de hierna vermelde voorwaarden voldoen.

§ 2. De Regering erkent drie typen van verenigingen, te weten :

1° de centra voor expressie en creativiteit

2° de federaties die centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen

3° de gemeenschaps-, provinciale en/of gewestfederaties voor amateuristische kunstbeoefening.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van hoofdstuk IV, duurt de erkenning 5 jaar, vanaf 1 januari van het jaar volgend op het jaar waarin ze werd toegekend. De erkenningen kunnen worden hernieuwd.

§ 4. Een vereniging kan alleen één van de drie erkenningstypen aanvragen.

Art. 5. De erkende verenigingen hebben de volgende opdrachten :

§ 1. De centra voor expressie en creativiteit hebben als opdracht creativiteit te stimuleren door de organisatie van ateliers en/of sociaal-artistieke projecten, die de volgende doelstellingen hebben :

1° de individuele en collectieve ontwikkeling, inzonderheid door :

— de verwerving van know-how en vaardigheid tot creatie;

— de overbrenging van kunstuitingen, de toegang tot de diversiteit van de cultuurcodes en de herwaardering van de culturele basis van de deelnemers;

— de ontwikkeling van kunstgevoel en -verbeelding;

2° de ontwikkeling van expressie bij de burger, inzonderheid door :

— de bespreking van belangrijke thema's in de samenleving of op sociaal niveau;

— creatieve interacties met de omgeving en de maatschappij;

— in voorkomend geval optreden in 't openbaar;

— een expressie van de groep via collectieve creaties;

— partnerschapsverbanden met referentiepersonen en -plaatsen, met andere verenigingen of instellingen.

§ 2. De federaties die centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen, zijn overkoepelende voorzieningen die als opdracht hebben :

— de ontwikkeling en de ondersteuning van de centra voor expressie en creativiteit

— bevordering van creativiteit en van de sociaal-artistieke projecten.

§ 3. De federaties voor amateuristische kunstbeoefening hebben als opdracht :

1° de ontwikkeling van amateuristische kunstbeoefening door steun te verlenen aan de lokale verenigingen, inzonderheid de aanmoediging van :

— het ontdekken van erfgoedwerken en hedendaagse werken;

— de verwerving van know-how door de beoefening van een kunstdiscipline die voornamelijk bestaat uit één van de volgende expressievormen, vooral in groepsverband :

« dans » : de activiteiten in verband met de kunstvorm waarin de beweging van het menselijk lichaam het belangrijkste is;

« toneelkunst » : de activiteiten in verband met de samenstelling en de opvoering van toneelstukken;

« circus » : de activiteiten in verband met de circuskunsten;

« visuele kunsten » : de activiteiten in verband met de sectoren film, foto, video en multimedia;

« beeldende kunsten » : de activiteiten in verband met de sectoren schilderkunst, grafische kunsten, beeldhouwkunst, volume-kunsten, alsook de aanverwante beeldende activiteiten;

« letteren » : de activiteiten in verband met de sector literaire kunsten;

« muziek » : de activiteiten in verband met de muziekkunsten;

« multidisciplinaire praktijken » : de kunstactiviteiten die worden uitgeoefend door de federaties maar ook door de aangesloten lokale verenigingen die verschillende kunstvormen beschreven in de punten a) tot f) overkoepelen;

— alsook elke andere kunstdiscipline waardoor de doelstellingen van dit decreet kunnen worden bereikt.

2° de ontwikkeling van een verenigings-, cultureel en sociaal leven zowel op plaatselijk niveau als op het niveau van de provincie, het gewest en de gemeenschap, inzonderheid door :

de organisatie van ontmoetingen, uitwisselingen en gemeenschappelijke projecten tussen de personen en verenigingen die dezelfde - of andere - kunstpraktijken ontwikkelen;

— de medewerking met andere culturele verenigingen of instellingen.

Art. 6. Op structureel en organisatorisch vlak moeten de verenigingen :

1° als een vzw opgericht zijn overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2° een maatschappelijk doel overeenkomstig artikel 5 voorstellen. De verenigingen die verschillende maatschappelijke doelstellingen hebben, voor zover ze van culturele aard zijn, moeten de specifieke middelen bepalen die bestemd zijn voor elk van hun activiteiten, en de wisselwerking tussen die activiteiten beschrijven. Na het advies van de adviescommissie creativiteit en amateuristische kunstbeoefening te hebben ingewonnen, stelt de Regering de modeldocumenten vast die in dat kader over te leggen zijn;

3° hun maatschappelijke zetel hebben en regelmatige activiteiten vooral in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad uitoefenen;

4° de verzekeringscontracten overleggen die noodzakelijk zijn voor het dekken van de uitoefening van hun activiteiten;

5° de inlichtingen die voor de deelnemers bestemd zijn, bekendmaken;

6° de financiële toegankelijkheid van de activiteiten door een aangepast prijzenbeleid waarborgen;

7° activiteiten ontwerpen die de regels en waarden van de democratie en de rechten van de mens in acht nemen, elke activiteit uitsluiten die racisme en xenofobie in de hand werken;

8° voor de eerste aanvraag om erkenning, moet de vereniging bewijzen :

— dat ze sedert één jaar bestaat op het ogenblik dat de aanvraag ingediend wordt,

— dat ze gedurende dat eerste jaar activiteiten heeft uitgeoefend in verband met het kader waarin ze een erkenning aanvraagt.

9° voor een aanvraag om hernieuwing van de erkenning, moet de vereniging :

— een evaluatieverslag om de vijf jaar overleggen

— als ze een aanvraag indient voor een categorie die verschillend is van die waarin ze reeds erkend was, bewijzen dat ze gedurende het jaar voorafgaande aan haar aanvraag activiteiten heeft uitgeoefend in verband met het kader waarin ze een erkenning aanvraagt.

Afdeling II. — Voorwaarden voor de erkenning van de centra voor expressie en creativiteit

Onderafdeling I. — Algemene voorwaarden voor de erkenning van de centra voor expressie en creativiteit

Art. 7. § 1. Om erkend te worden, moeten de centra voor expressie en creativiteit :

— acties vooral op voor het publiek toegankelijke plaatsen voeren;

— minstens gedurende 30 weken per burgerlijk jaar;

— sociaal-culturele acties voeren in een aangepaste infrastructuur met een aangepaste uitrusting;

— voorzien in een aangepaste begeleiding van hun activiteiten door kunstanimators;

— de actieve deelneming van de deelnemers aanmoedigen en ze in contact brengen met werken en kunstenaars;

— de ontmoeting van bevolkingsgroepen aanmoedigen, waarbij de gemengdheid wordt bereikt door een bijzondere aandacht te besteden aan de bevolkingsgroepen die sociaal, cultureel of economisch in een precaire toestand verkeren.

§ 2. Een vijfjarige actieplanning voorleggen volgens het volgende schema :

1° Voor de verenigingen die een erkenning in de categorieën 1 en 2 aanvragen, een intentienota opmaken, met vermelding van minstens :

— de typen ateliers en/of acties die de vereniging zich voorneemt te verwezenlijken;

— het publiek dat ze wil bereiken en de wijze waarop ze bij haar activiteiten wil betrekken;

— de bevoegdheden van de kunstanimators die deze activiteiten zullen uitoefenen, met bijvoeging van een *curriculum vitae*;

— de betrekkingen die de vereniging met haar omgeving wil ontwikkelen.

2° Voor de verenigingen die een erkenning in de categorieën 3 en 4 aanvragen, een actieplan, met vermelding van minstens :

— de typen ateliers en/of acties die de vereniging zich voorneemt te verwezenlijken;

— zijn prioritaire doelstellingen en de middelen die aan te wenden zijn om die te ontwikkelen;

— een bepaling van haar socioculturele en economische omgeving en van het publiek dat ze wil bereiken;

— de algemene pedagogische oriëntaties van de creatieve acties die ze wil voeren;

- de middelen waarmee ze mensen aan haar activiteiten wil laten deelnemen;
- de acties die de contacten moeten bevorderen met haar publiek, de kunstwerken en de artistieke kringen, en, in voorkomend geval, de interdisciplinariteit die ze wil ontwikkelen;
- de bevoegdheden van de kunstanimators die de activiteiten zullen uitoefenen, met bijvoeging van een *curriculum vitae*;
- de partnerschapsverbanden die ze wil invoeren om haar betrokkenheid bij de sociale of culturele omgeving in verband met haar toepassingsgebied aan te moedigen;
- de methode en, in voorkomend geval, het communicatiemiddel dat ze wil invoeren om het publiek op de hoogte van haar actie te brengen.

3° De vereniging legt overigens het jaarprogramma voor de ateliers voor dat vereist is voor de betrokken categorie. Onderafdeling II. — Bijzondere voorwaarden voor de erkenning van de centra voor expressie en creativiteit

Art. 8. De verenigingen die een erkenning aanvragen als centrum voor expressie en creativiteit moeten één van de vier hieronder bepaalde categorieën kiezen en bewijzen dat ze voldoen aan de erkenningsvoorwaarden in verband met één van die categorieën.

Art. 9. Om erkend te worden in het kader van het niveau « centrum voor expressie en creativiteit 1 », moet de vereniging :

- 1° ten minste 300 uren atelier per jaar ontwikkelen;
- 2° ten minste 3 ateliers van minstens 30 uren per jaar ontwikkelen;
- 3° ten minste 24 afzonderlijke deelnemers tellen op de som van de ateliers bepaald in punt 2;
- 4° minstens één activiteit per jaar organiseren waarbij de acties van het centrum voor expressie en creativiteit kunnen worden voorgesteld aan de deelnemers van de ateliers en de personen van hun naaste omgeving en een extern publiek bewust kan worden gemaakt voor de acties van het centrum voor expressie en creativiteit zoals die bepaald zijn in artikel 5, § 1, 2°;
- 5° minstens 50 afzonderlijke deelnemers tellen die voor de ateliers ingeschreven zijn gedurende één jaar, voor alle ateliers.

Art. 10. Om erkend te worden op het niveau « centrum voor expressie en creativiteit 2 », moet de vereniging :

- 1° minstens 600 uren atelier per jaar organiseren. Uren atelier, gepresteerd op aanvraag van andere instellingen, kunnen in aanmerking worden genomen tot beloop van 180 uren per jaar;
- 2° ten minste 5 ateliers van minstens 30 uren per jaar organiseren;
- 3° ten minste 40 afzonderlijke deelnemers tellen op het geheel van de in punt 2 bepaalde ateliers;
- 4° minstens één activiteit per jaar organiseren waarbij de acties van het centrum voor expressie en creativiteit kunnen worden voorgesteld aan de deelnemers van de ateliers en aan de personen van hun naaste omgeving en een extern publiek bewust kan worden gemaakt voor de acties van het centrum zoals bepaald in artikel 5, § 1, 2°;
- 5° minstens 80 afzonderlijke deelnemers tellen die voor de ateliers gedurende één jaar ingeschreven zijn, voor het geheel van de ateliers;
- 6° minstens 2 activiteiten per jaar ontwikkelen waarbij de deelnemers van de ateliers, binnen en buiten deze, betrokken worden, en waarbij de ontwikkeling van de expressie van de burger, zoals bepaald in artikel 5, § 1, 2°, wordt aangemoedigd.

Art. 11. Om erkend te worden op het niveau « centrum voor expressie en creativiteit 3 », moet de vereniging :

- 1° minstens 600 uren atelier per jaar organiseren. Uren atelier, gepresteerd op aanvraag van andere instellingen, kunnen in aanmerking worden genomen tot beloop van 180 uren per jaar;
- 2° ten minste 5 ateliers van minstens 30 uren per jaar organiseren;
- 3° ten minste 40 afzonderlijke deelnemers tellen op het geheel van de in punt 2 bepaalde ateliers;
- 4° ten minste 1 sociaal-artistiek project per jaar ontwikkelen, zoals bepaald in artikel 3, overeenkomstig artikel 5, § 1;
- 5° minstens 100 afzonderlijke deelnemers tellen die ingeschreven zijn voor de ateliers en de projecten gedurende één jaar, voor het geheel van de ateliers en projecten;
- 6° minstens één activiteit per jaar organiseren waarbij de acties van het centrum voor expressie en creativiteit kunnen worden voorgesteld aan de deelnemers van de ateliers en aan de personen van hun naaste omgeving en een extern publiek bewust kan worden gemaakt voor de acties van het centrum en voor de kunstuitingen;
- 7° ten minste één communicatie-instrument ontwikkelen waarbij het betrokken publiek en de betrokken culturele en sociale instellingen van haar acties op de hoogte worden gebracht;
- 8° minstens 2 activiteiten per jaar ontwikkelen waarbij de deelnemers van de ateliers, binnen en buiten deze, betrokken worden, en waarbij de ontwikkeling van de expressie van de burger, zoals bepaald in artikel 5, § 1, 2°, wordt aangemoedigd;

Art. 12. Om erkend te worden op het niveau « centrum voor expressie en creativiteit 4 », moet de vereniging :

- 1° minstens 600 uren atelier per jaar organiseren. Uren atelier, gepresteerd op aanvraag van andere instellingen, kunnen in aanmerking worden genomen tot beloop van 180 uren per jaar;
- 2° ten minste 5 ateliers van minstens 30 uren per jaar organiseren;
- 3° ten minste 40 afzonderlijke deelnemers tellen op het geheel van de in punt 2 bepaalde ateliers;
- 4° ten minste 2 sociaal-artistieke projecten per jaar ontwikkelen, zoals bepaald in artikel 3, overeenkomstig artikel 5, § 1, waarvan één project specifiek tot doel heeft partnerschapsverbanden en de opening tot een ander publiek aan te moedigen;
- 5° minstens 120 afzonderlijke deelnemers tellen die ingeschreven zijn voor de ateliers en de projecten gedurende één jaar, voor het geheel van de ateliers en projecten;

6° minstens één activiteit per jaar organiseren waarbij de acties van het centrum voor expressie en creativiteit kunnen worden voorgesteld aan de deelnemers van de ateliers en aan de personen van hun naaste omgeving en een extern publiek bewust kan worden gemaakt voor de acties van het centrum en voor de kunstuitingen;

7° ten minste één communicatie-instrument ontwikkelen waarbij het betrokken publiek en de betrokken culturele en sociale instellingen van haar acties op de hoogte worden gebracht;

8° minstens 2 activiteiten per jaar ontwikkelen waarbij de deelnemers van de ateliers, binnen en buiten deze, betrokken worden, en waarbij de ontwikkeling van de expressie van de burger, zoals bepaald in artikel 5, § 1, 2°, wordt aangemoedigd;

Art. 13. De verenigingen die aan de in de artikelen 14 en 15 bepaalde criteria voldoen, genieten respectief een vermindering van 50 % (voor de ontwikkeling van een activiteit zoals bepaald in artikel 14, 1°) en 25 % (voor de ontwikkeling van een activiteit zoals bepaald in artikel 14, 2°) van de kwantitatieve criteria bepaald in de artikelen 9 tot 12, met uitzondering van het aantal ateliers en projecten bedoeld in de artikelen 9, 2°; 9, 4°; 10, 2°; 10, 4°; 11, 2°; 11, 4°; 11, 6°; 11, 7°; 12, 2°; 12, 4°; 12, 6°; 12, 7°.

Onderafdeling III. — Bijzondere erkenningsvoorwaarden voor het nastreven van specifieke doelstellingen

Art. 14. De Regering erkent als centra die specifieke doelstellingen nastreven en voor de aanvullende subsidie bedoeld in artikel 30, 4° in aanmerking komen, de centra voor expressie en creativiteit die één van de volgende doelstellingen nastreven :

1° Acties bestemd voor een specifiek publiek :

De verenigingen die acties voeren om de toegang van een specifiek publiek tot creativiteit en kunstpraktijken te vergemakkelijken, komen in aanmerking voor de aanvullende subsidie, op voorwaarde dat :

- die acties werkelijk bestemd zijn voor een specifiek publiek zoals bepaald in artikel 3;
- minstens 60 % van de deelnemers aan die acties tot dat specifiek publiek behoort;
- de vereniging ten minste één actie per jaar organiseert waarbij de ontmoeting tussen dat specifiek publiek en een ander publiek mogelijk maakt.

2° Decentralisatie van acties naar het platteland :

De verenigingen die hun acties decentraliseren naar minstens één vestigingsplaats die verschillend is van de plaats van hun activiteitszetel ofwel rechtsreeks ofwel in een partnerschapsverband, komen in aanmerking voor de aanvullende subsidie, op voorwaarde dat die decentralisatie :

- geschiedt in het platteland, zoals bepaald in artikel 3,
- betrekking heeft op minstens 3 ateliers van 30 uren per jaar;
- minstens 24 afzonderlijke deelnemers op het geheel van de ateliers betreft;
- in totaal 150 uren activiteiten in het kader van de decentralisatie telt.

In haar intentienota of haar actieplan, bepaalt de vereniging de geografische actiezone waarin ze wil werken en stelt ze de middelen vast waarmee de toegang van de inwoners van die zone tot haar activiteiten kan worden vergemakkelijkt.

3° Opleiding van animators en oprichting van pedagogische instrumenten :

De verenigingen die pedagogische instrumenten betreffende de creativiteit en/of de kunstpraktijken ontwikkelen en zorgen voor de verspreiding ervan bij de externe groepen, alleen of in een partnerschapsverband, komen in aanmerking voor de aanvullende subsidie, op voorwaarde dat :

- minstens één pedagogisch instrument per jaar wordt ontwikkeld;
- de activiteit voor de verspreiding van dat instrument minstens 60 uren per jaar telt;
- het instrument werkelijk ter beschikking van andere culturele verenigingen of operatoren wordt gesteld;
- de vereniging minstens 6 dagen van minstens 6 uren per jaar opleiding organiseert over de kunstpraktijken en/of de creativiteit, bestemd voor een publiek van animators of voor het pedagogisch personeel;
- de acties bedoeld in de voorafgaande punten in totaal minstens 150 uren per jaar bedragen;

4° Sociaal-artistiek steunpunt (terbeschikkingstelling van animators en hulpmiddelen, raadgevingen, ontwikkeling van projecten en begeleiding).

De verenigingen die sociaal-artistieke steunpunten ontwikkelen, komen in aanmerking voor de aanvullende subsidie, op voorwaarde dat :

- ze een pedagogische steun verlenen en raadgevingen verstrekken en ze sociaal-artistieke projecten begeleiden die door andere culturele operatoren en verenigingen worden gevoerd;
- externe culturele operatoren of verenigingsoperatoren, materiële, technische, pedagogische middelen alsook animatoren gespecialiseerd in sommige kunstpraktijken, met het oog op het verlenen van steun bij de uitvoering van hun sociaal-artistieke projecten;
- de acties bedoeld bij de twee vorige punten in totaal minstens 150 uren per jaar bedragen;

5° Kunstbemiddeling en verblijf van een beroepskunstenaar :

Voor de aanvullende subsidie komen in aanmerking, de verenigingen die :

- acties inzake kunstbemiddeling, zoals bepaald in artikel 3, invoeren, bestemd voor het interne en het externe publiek van het centrum voor expressiviteit en creativiteit;
- minstens één verblijf van een kunstenaar, zoals bepaald in artikel 3, per jaar organiseren, op voorwaarde dat de acties bedoeld bij de twee vorige punten in totaal minstens 150 uren per jaar bedragen.

Art. 15. De acties die één van de doelstellingen bedoeld in artikel 14 beogen, moeten permanent zijn en vervat zijn in het actieplan van de vereniging of in de intentienota ingevoerd op het ogenblik van de aanvraag om erkenning.

Het ontwikkelde doel moet sedert ten minste één jaar in het werk zijn gesteld voordat het in aanmerking komt.

Afdeling III. — Specifieke voorwaarden voor de erkenning van de federaties die centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen

Art. 16. § 1. De vereniging die de erkenning aanvraagt als federatie die centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigt, moet de volgende doelstellingen beogen :

- 1° acties voeren om de sector creativiteit te ontwikkelen en te vertegenwoordigen;
- 2° diensten en informatie verlenen aan de aangesloten verenigingen;
- 3° opleidingen organiseren voor de kunstanimators zoals bepaald in artikel 3 of van de verantwoordelijken voor het beheer van die verenigingen;
- 4° die animators een pedagogische steun verlenen betreffende de creativiteit en de ontwikkeling van sociaal-artistieke acties;
- 5° de verspreiding van de producties en de vernetwerking van de lidverenigingen;
- 6° de creativiteit en de sociaal-artistieke praktijken bevorderen op het niveau van de Franse Gemeenschap, en, in voorkomend geval, in het kader van internationale uitwisselingen.

Ze beogen die doelstellingen inzonderheid door de organisatie van opleidingen, evenementen, sociaal-artistieke projecten, partnerschapsverbanden, publicaties en diensten.

§ 2. De federaties die centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen, moeten hun acties over het hele grondgebied van de Franse Gemeenschap voeren.

Art. 17. § 1. De vereniging moet overigens de volgende kwantitatieve criteria naleven :

- 1° minstens 40 % van de krachtens dit decreet erkende verenigingen overkoepelen, die minstens drie provincies en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest vertegenwoordigen;
- 2° minstens 60 uren opleiding van sociaal-culturele animators, beheerders van de verenigingen en animators-coördinatoren;
- 3° een communicatie-instrument invoeren voor de leden en de culturele operatoren die de sociaal-culturele praktijken aangaan;
- 4° informatie en raad verlenen inzake wettelijke verplichtingen, beheer van de verenigingen en pedagogische acties op het sociaal-artistieke vlak;
- 5° één project of één actie per jaar verwezenlijken op het vlak van ontwikkeling en bevordering van de sector creativiteit, inzonderheid van haar producties;
- 6° de uitvinding van nieuwe sociaal-artistieke praktijken bevorderen, in voorkomend geval, door middel van partnerschapsverbanden.

§ 2. Om erkend te worden als federatie die centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigt, moet de vereniging eveneens een vierjarig actieplan vaststellen.

Dat plan bepaalt de prioritaire doelstellingen en de middelen die aan te wenden zijn om die te bereiken.

Daartoe omvat het actieplan minstens de volgende gegevens :

- 1° een analyse van de toestand van de sector en van de inzet in verband met amateuristische kunstbeoefening en creativiteit;
- 2° de middelen waarmee de vereniging de sectorale verenigingen aan haar acties wil laten deelnemen;
- 3° de partnerschapsverbanden en de netwerken die ze van plan is op te richten om de ontwikkeling van de sector te versterken;
- 4° de middelen waarmee ze de kunstbeoefening en de creativiteit wenst te bevorderen.

Art. 18. Een zelfde erkend centrum voor expressie en creativiteit wordt alleen door één enkele federatie die centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigt, opgenomen, niettegenstaande de mogelijkheid van de centra voor expressie en creativiteit om zich bij verschillende federaties aan te sluiten. In dat geval moet het centrum voor expressie en creativiteit aangeven welke federatie ertoe gemachtigd wordt het te vertegenwoordigen.

Afdeling IV. — Specifieke voorwaarden voor de erkenning van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening

Onderafdeling I. — Algemene voorwaarden voor de erkenning van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening

Art. 19. § 1. Op structureel vlak moeten de verenigingen die wensen erkend te worden als federatie voor amateuristische kunstbeoefening :

- 1° ofwel provinciale en/of gewestfederaties waarbij plaatselijke federaties zelf aangesloten zijn, overkoepelen;
- 2° ofwel lokale verenigingen overkoepelen die activiteiten uitoefenen in verband met amateuristische kunstbeoefening, waarvan de activiteiten aan de strekking van dit decreet beantwoorden.

§ 2. Die verenigingen moeten overigens de volgende doelstellingen hebben :

- 1° acties voeren om de sector van de betrokken kunstpraktijk te ontwikkelen en te vertegenwoordigen;
- 2° diensten en informatie verlenen aan de aangesloten plaatselijke verenigingen;
- 3° opleidingen organiseren voor de kunst- en verenigingskaderleden en hun een pedagogische steun verlenen betreffende de betrokken praktijk;
- 4° de uitvinding van hedendaagse kunstvormen in elk van de betrokken praktijken bevorderen;
- 5° de verspreiding van de producties en de uitwisseling van praktijken onder de leden en, in voorkomend geval, met andere federaties, bevorderen;
- 6° de plaatselijke vereniging voor amateuristische kunstbeoefening ondersteunen om hun deelneming aan het plaatselijke leven te versterken, een nieuw publiek te bereiken en nieuwe samenwerkingsverbanden met andere culturele operatoren te bevorderen;
- 7° de kunstbeoefening op het niveau van de Franse Gemeenschap en, in voorkomend geval, via de internationale uitwisselingen in het kader van hun nationale instanties bevorderen.

Om die doelstellingen te bereiken, worden inzonderheid stages, opleidingen, evenementen, ontmoetingen tussen verenigingen, partnerschapsverbanden, publicaties en diensten georganiseerd.

§ 3. Een zelfde plaatselijke vereniging wordt alleen door één enkele federatie voor amateuristische kunstbeoefening opgenomen, niettegenstaande de mogelijkheid van de plaatselijke verenigingen om zich bij verschillende federaties aan te sluiten. In dat geval moet de plaatselijke vereniging aangeven welke federatie ertoe gemachtigd wordt ze te vertegenwoordigen.

Art. 20. Er zijn twee categorieën van erkenning van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening : ofwel de gemeenschapscategorie ofwel de provinciale en/of gewestcategorie.

Onderafdeling II. — Bijzondere voorwaarden voor de erkenning van de gemeenschapsfederaties voor amateuristische kunstbeoefening

Art. 21. § 1. Om erkend te worden op het niveau van het geheel van het grondgebied van de Franse Gemeenschap, moet de federatie minstens de volgende criteria in acht nemen :

1° zorgen voor de vertegenwoordiging van ten minste : ofwel 4 erkende provinciale en/of gewestelijke federaties, waaronder ten minste één in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, ofwel 100 lokale verenigingen of 60 % van de lokale verenigingen die de betrokken kunstpraktijk ontwikkelen in minstens twee provincies en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

2° ten beloop van minstens 60 uren per jaar de opleiding organiseren van kunstkaderleden en/of verenigingskaderleden en/of van de leden van de lokale verenigingen al dan niet in medewerking met de provinciale of regionale lidfederaties en ze, in voorkomend geval, helpen bij het opvatten en coördineren van hun opleidingen;

3° minstens één actie per jaar organiseren om de ontdekking van hedendaagse kunstvormen betreffende de betrokken kunstpraktijk te bevorderen;

4° een communicatie-instrument oprichten voor de lidverenigingen, in voorkomend geval gecoördineerd met de communicatie-instrumenten van de provinciale en/of gewestelijke federaties;

5° informatie, raad en hulp verlenen inzake wettelijke verplichtingen, beheer van de verenigingen, steun bij het opvatten van acties of evenementen, vernieuwing van het repertoire of van de kunstvormen;

6° één project of één actie per jaar verwezenlijken voor de ontwikkeling en de bevordering van de betrokken amateuristische kunstbeoefening;

7° de bevoegdheden hebben in verband met de ontwikkelde kunstdisciplines, en daartoe de *curriculum vitae* van de regelmatige deelnemers in de georganiseerde opleidingen bijvoegen.

Ingeval een erkende gemeenschapsfederatie provinciale en/of gewestfederaties overkoepelt, heeft ze als opdracht te zorgen voor de coördinatie en de complementariteit van de opdrachten die aan het geheel van de erkende federaties toevertrouwd zijn.

§ 2. Om als gemeenschapsfederatie voor amateuristische kunstbeoefening te worden erkend, moet de vereniging ook een specifieke vijfjarige intentienota opmaken, die de doelstellingen en de acties vaststelt die de federatie wil voeren om haar opdrachten uit te voeren.

De nota moet de nadere regels bepalen voor de coördinatie van de acties met ofwel de provinciale of gewestfederaties ofwel met de lokale verenigingen.

De gemeenschapsfederatie dient jaarlijks het programma van haar acties in.

Onderafdeling III. — Bijzondere voorwaarden voor de erkenning van de provinciale en gewestfederaties voor amateuristische kunstbeoefening

Art. 22. § 1. Om als provinciale en gewestfederatie erkend te worden, moet de vereniging minstens de volgende criteria in acht nemen :

1° In voorkomend geval, aangesloten zijn bij een erkende gemeenschapsfederatie voor amateuristische kunstbeoefening :

2° zorgen voor de aansluiting van ten minste 40 verenigingen of 40 % van de lokale verenigingen die de betrokken praktijk in een provincie ontwikkelen voor de provinciale federaties. Voor de gewestfederaties moeten de verenigingen overigens hun kunstpraktijk uitoefenen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest of op het grondgebied van twee Waalse provincies of op het grondgebied van een Waalse provincie en van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

3° ten beloop van minstens 20 uren per jaar de opleiding organiseren van kunstkaderleden en/of verenigingskaderleden en/of van de leden van de lokale verenigingen, bestemd voor alle lidverenigingen;

4° een communicatie-instrument oprichten voor de lidverenigingen, in voorkomend geval gecoördineerd met de communicatie-instrumenten van de federatie die op gemeenschapsniveau erkend is;

5° informatie, raad en hulp (menselijke en materiële middelen) verlenen bij de lidverenigingen alsook de vernieuwing van het repertoire en/of van de kunstpraktijk;

6° één project of één actie per jaar verwezenlijken voor de ontwikkeling en de bevordering van de betrokken amateuristische kunstbeoefening.

§ 2. Om als gemeenschapsfederatie voor amateuristische kunstbeoefening te worden erkend op het provinciaal of gewestniveau, moet de vereniging ook een specifieke vijfjarige intentienota opmaken, die de doelstellingen en de acties vaststelt die de federatie wil voeren om haar opdrachten uit te voeren.

De nota moet de nadere regels duidelijk bepalen voor de coördinatie van de acties met de lokale verenigingen.

De gemeenschapsfederatie dient jaarlijks het programma van haar acties in.

Afdeling V. — Erkenningsprocedure

Art. 23. § 1. Elke vereniging die een erkenning aanvraagt in het kader van dit decreet stelt een uitdrukkelijke aanvraag om erkenning op waarbij het type van de aangevraagde erkenning wordt bepaald als volgt :

a) als de aanvraag om erkenning betrekking heeft op een centrum voor expressie en creativiteit, bepaalt de vereniging de categorie die ze aanvraagt en, in voorkomend geval, het aanvullende doel dat ze wenst te bereiken;

b) als de aanvraag om erkenning betrekking heeft op een federatie die centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigt, bepaalt de vereniging, op de datum van de indiening van haar kandidatuur, de verenigingen die ze overkoepelt, en bevestigt de toetreding van minstens 40 % van de verenigingen die erkend worden als centrum voor expressie en creativiteit overeenkomstig artikel 17.

c) als de aanvraag om erkenning betrekking heeft op een federatie voor amateuristische kunstbeoefening, bepaalt de vereniging welke territoriale categorie ze aanvraagt, en vermeldt de lokale verenigingen die ze overkoepelt. Ze bevestigt de toetreding van haar leden overeenkomstig de criteria bepaald in de artikelen 21 en 22.

§ 2. De kandidaat-vereniging voegt bij haar nota de intentienota of het vijfjarige actieplan waarin haar project wordt voorgesteld. In dit verband verbindt de vereniging er zich uitdrukkelijk toe de kwaliteit en de kwantiteit van haar activiteiten gedurende de periode van de erkenning te behouden.

§ 3. De aanvraag wordt met de in de artikelen 6, 8° en 9° bedoelde verslagen aangevuld. Als de hernieuwing van de erkenning wordt aangevraagd, voegt de vereniging bovendien bij haar aanvraag de evaluatie van de vorige vijfjarige periode alsook een nieuw actieplan of een nieuwe intentienota;

§ 4. Na advies van de Adviescommissie creativiteit en amateuristische kunstbeoefening, stelt de Regering de lijst vast van de documenten die over te leggen zijn en van de modelformulieren die in te vullen zijn om de aanvraag om erkenning in te dienen.

Art. 24. § 1. Voor elke ingediende aanvraag om erkenning, brengen de adviescommissie creativiteit en amateuristische kunstbeoefening en de diensten van de Regering die ze aanwijst, :

1° een advies uit over de naleving van de voorwaarden voor de erkenning;

2° een advies uit over de overeenstemming tussen het evaluatieverslag bedoeld in artikel 6, 8° en 9° en de intentienota of het actieplan op grond van kwantitatieve en kwalitatieve indicatoren;

3° een met redenen omkleed opportuniteitsadvies uit om te weten of de intentienota of het actieplan van de vereniging geschikt zijn op territoriaal, sociaal-cultureel en sociaal-artistiek vlak;

§ 2. De Regering stelt de termijn vast waarbinnen die adviezen worden opgesteld, alsook de gevolgen van de niet-naleving van die termijn, of van het niet uitbrengen van die adviezen.

Art. 25. § 1. De Regering stelt de termijn en de nadere regels vast volgens welke de beslissingen tot toekenning of weigering van de erkenning worden meegedeeld. De Regering kan een erkenning toekennen in een categorie die lager is dan deze die de vereniging aanvraagt, voor zover deze zich er niet tegen verzet.

§ 2. De door de Regering bepaalde procedure voor de toekenning van de erkenning voorziet minstens in :

1° de mogelijkheid, voor de vereniging, om een beroep in te dienen tegen een beslissing tot weigering van de erkenning alsook in de vorm en de termijn ervan;

2° de adviesbevoegdheid van de adviescommissie creativiteit en amateuristische kunstbeoefening inzake beroep;

3° de mogelijkheid voor de vereniging om haar redenen uiteen te zetten;

4° de procedure voor de indiening van het beroep.

Art. 26. De Regering zorgt, door toedoen van de diensten die ze aanwijst, voor de jaarlijkse publicatie van een verslag betreffende de aanvragen om erkenning, op de datum van indiening van deze, betreffende de adviezen die door de adviescommissie worden uitgebracht, betreffende de genomen beslissingen en de toegekende bedragen.

Afdeling VI. — Evaluatie

Art. 27. § 1. Iedere vereniging die voor een periode van vijf jaar wordt erkend, wordt in het vierde jaar geëvalueerd.

De evaluatie waarmee de naleving van de erkenningsvoorwaarden door de vereniging wordt onderzocht, wordt verplicht gevoegd bij elke aanvraag om hernieuwing van de erkenning, en komt in aanmerking om te bepalen of de hernieuwing van de erkenning :

a) in één zelfde categorie moet plaatsvinden;

b) in een verschillende categorie moet plaatsvinden;

c) moet worden geweigerd.

§ 2. Na advies van de adviescommissie creativiteit en amateuristische kunstbeoefening stelt de Regering de praktische nadere regels voor de procedure voor de hernieuwing van de erkenning vast, waaronder inzonderheid de lijst van de over te leggen documenten, van de in te vullen modelformulieren, alsook van de na te leven termijn.

Daartoe stelt de Regering eveneens de roosters voor het opmaken en de indicatoren voor de evaluatie vast van de intentienota's, de actieplannen en de evaluatieverslagen op grond van de kwantitatieve en kwalitatieve criteria die door dit decreet voor elk type erkenning worden bepaald.

Art. 28. Jaarlijks deelt elke erkende vereniging aan de door de Regering aan te wijzen diensten alle dragers mee waarmee bevestigd kan worden dat haar acties werden verwezenlijkt en dat een relevante wijziging heeft plaatsgevonden bij de uitvoering van haar intentienota of van haar actieplan of bij de programmering van haar acties.

Na advies van de adviescommissie creativiteit en amateuristische kunstpraktijk, stelt de Regering de vorm en de nadere regels vast voor het overleggen van die gegevens.

HOOFDSTUK III. — Voorwaarden voor de subsidiëring

Afdeling I. — Centra voor expressie en creativiteit

Art. 29. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kent de Regering aan elke vereniging die als centrum voor expressie en creativiteit erkend wordt, één of meer subsidies toe op grond van de categorie waarin ze wordt erkend.

Art. 30. De Regering kent de volgende subsidies toe :

1° een jaarlijkse vaste subsidie voor de werking en activiteiten, waarvan het bedrag verschillend is naargelang van de categorie van het centrum voor expressie en creativiteit. Het bedrag van de subsidie wordt vastgesteld als volgt :

- categorie 1 : 5.000 euro;
- categorie 2 : 10.000 euro;
- categorie 3 : 20.000 euro;
- categorie 4 : 30.000 euro.

2° een bijkomende subsidie voor tewerkstelling zoals bepaald in artikel 9, 3° van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap wordt, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, toegekend voor de op 31 december 2006 bezette betrekkingen, berekend op grond van voltijdse equivalenten, en vermeld in het kader van het voor dat jaar aangegeven jaarverslag, of vermeld in een geïnformatiseerde databank opgemaakt ter uitvoering van artikel 9, 3°, van het decreet van 24 oktober tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, op voorwaarde dat de vereniging die de aanvraag heeft ingediend, niet reeds een gelijkaardige subsidie geniet in verband met een andere activiteit die ze zou uitoefenen in het kader van de artikelen 1 en 2 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap.

3° een subsidie voor tewerkstelling, zoals bepaald in artikel 9, 1° van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten. De centra voor expressie en creativiteit van de categorieën 3 en 4 kunnen een permanente subsidie voor een voltijdse « coördinerende animator » genieten. De « coördinerende animator » is deze die bepaald is in de rangschikking van de ambten bedoeld in artikel 1, 14°, van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap.

De subsidies voor tewerkstelling worden toegekend in de volgende prioriteitsvolgorde :

— aan de verenigingen die geen betrekking genieten overeenkomstig de definities van de artikelen 9 en 10 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, ongeacht het statuut van de werknemer;

— aan de verenigingen die het kleinste aantal werknemers tewerkstellen; dit aantal wordt berekend per schijf van voltijdse equivalenten, ongeacht hun statuut;

— aan de verenigingen waarvan het aantal voltijds equivalente betrekkingen en dan halftijds equivalente betrekkingen, uitsluitend op eigen fondsen gefinancierd, het belangrijkste is;

— voor de verenigingen die hetzelfde aantal betrekkingen hebben, aan deze die het kleinste aantal werknemers en het grootste aantal betrekkingen, uitsluitend op eigen fondsen gefinancierd, tellen, zijn prioritair.

Bij gelijk aantal, na toepassing van de vorige criteria, wordt voorrang verleend aan de oudste erkenning.

4° een specifieke vaste werkingssubsidie van 5.000 euro voor elke aanvullende doelstelling ontwikkeld door het centrum voor expressiviteit en creativiteit en bepaald in artikel 14 wordt toegekend met inachtneming van de volgende beginselen :

— de Regering kan de verenigingen erkennen die voldoen aan de voorwaarden in verband met één van de specifieke doelstellingen bepaald in artikel 14;

— de centra voor expressie en creativiteit van de categorieën 1 en 2 kunnen de aanvullende subsidie alleen voor de verwezenlijking van één van de doelstellingen bedoeld in artikel 14, 1° of 14, 2° aanvragen;

— één zelfde vereniging kan de subsidie alleen voor de verwezenlijking van één enkele aanvullende doelstelling aanvragen.

De Regering stelt, na advies van de Commissie, de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van die subsidies vast.

Afdeling II. — Federaties die de centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen

Art. 31. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kent de Regering aan elke vereniging die erkend is als een federatie die door de Franse Gemeenschap erkende centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigt de volgende subsidies toe :

1° een jaarlijkse vaste subsidie voor de werking en de activiteiten :

— voor de federaties die de centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen die minder dan 50 % van de erkende verenigingen overkoepelen : 35.000 euro;

— voor de federaties die de centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen die 50 % van de erkende verenigingen overkoepelen : 45.000 euro.

2° een bijkomende subsidie voor tewerkstelling zoals bepaald in artikel 9, 3° van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap wordt, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, toegekend voor de op 31 december 2006 bezette betrekkingen, berekend op grond van voltijdse equivalenten, en vermeld in het kader van het voor dat jaar aangegeven jaarverslag, of vermeld in een geïnformatiseerde databank opgemaakt ter uitvoering van artikel 9, 3°, van het decreet van 24 oktober tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, op voorwaarde dat de vereniging die de aanvraag indient, niet reeds een gelijkaardige subsidie geniet in verband met een andere activiteit die ze zou uitoefenen in het kader van de artikelen 1 en 2 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap.

3° een subsidie voor tewerkstelling, zoals bepaald in artikel 9, 1° van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten. De federaties die centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen, kunnen een permanente subsidie voor een voltijdse « coördinerende animator » genieten. De « coördinerende animator » is deze die bepaald is in de rangschikking van de ambten bedoeld in artikel 1, 14°, van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap.

De subsidies voor tewerkstelling worden toegekend in de volgende prioriteitsvolgorde :

— aan de verenigingen die geen betrekking genieten overeenkomstig de definities van de artikelen 9 en 10 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, ongeacht het statuut van de werknemer;

— aan de verenigingen die het kleinste aantal werknemers tewerkstellen; dit aantal wordt berekend per schijf van halfzijdse equivalenten, ongeacht hun statuut;

— aan de verenigingen waarvan het aantal voltijds equivalente betrekkingen en dan halftijds equivalente betrekkingen, uitsluitend op eigen fondsen gefinancierd, het belangrijst is;

— voor de verenigingen die hetzelfde aantal betrekkingen hebben, aan deze die het kleinste aantal werknemers en het grootste aantal betrekkingen, uitsluitend op eigen fondsen gefinancierd, tellen, zijn prioritair.

Bij gelijk aantal, na toepassing van de vorige criteria, wordt voorrang verleend aan de oudste erkenning.

Afdeling III. — Federaties voor amateuristische kunstbeoefening

Art. 32. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kent de Regering elke vereniging die als federatie voor amateuristische kunstbeoefening erkend is de volgende subsidies toe :

1° een jaarlijkse vaste subsidie voor de werking en activiteiten, bepaald als volgt :

Voor de gemeenschapsfederaties die :

- minder dan 50 lokale verenigingen tellen : 20.000 euro;
- tussen 51 en 100 lokale verenigingen tellen : 25.000 euro;
- tussen 101 en 150 lokale verenigingen tellen : 30.000 euro;
- meer dan 150 lokale verenigingen tellen : 45.000 euro.

Voor de gemeenschapsfederaties die minstens 4 erkende provinciale en/of gewestfederaties overkoepelen, waarvan één in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, die in totaal meer dan 150 lokale verenigingen tellen : 45.000 euro.

Voor de provinciale/gewestfederaties die :

- minder dan 25 lokale verenigingen tellen : 5.000 euro;
- tussen 26 en 50 lokale verenigingen tellen : 10.000 euro;
- tussen 51 en 100 lokale verenigingen tellen : 15.000 euro;
- meer dan 100 lokale verenigingen tellen : 20.000 euro.

2° een bijkomende subsidie voor tewerkstelling zoals bepaald in artikel 9, 3° van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap wordt, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, toegekend voor de op 31 december 2006 bezette betrekkingen, berekend op grond van voltijdse equivalenten, en vermeld in het kader van het voor dat jaar aangegeven jaarverslag, of vermeld in een geïnformatiseerde databank opgemaakt ter uitvoering van artikel 9, 3°, van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, op voorwaarde dat de vereniging die de aanvraag indient, niet reeds een gelijkaardige subsidie geniet in verband met een andere activiteit die ze zou uitoefenen in het kader van de artikelen 1 en 2 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap.

3° een subsidie voor tewerkstelling, zoals bepaald in artikel 9, 1° van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten. De gemeenschaps-, gewest- of provinciale federaties voor amateuristische kunstbeoefening kunnen een permanente subsidie voor een voltijdse « coördinerende animator » genieten, op voorwaarde dat ze meer dan 150 lokale verenigingen tellen of ze minstens 4 erkende provinciale en/of gewestfederaties overkoepelen, waarvan één in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, die in totaal meer dan 150 lokale verenigingen tellen. De « coördinerende animator » is deze die bepaald is in de rangschikking van de ambten bedoeld in artikel 1, 14°, van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap. Om een permanente subsidie voor een « coördinerende animator » te genieten, kunnen ten minste twee gemeenschaps-, gewest- of provinciale federaties zich groeperen om in totaal meer dan 150 aangesloten lokale verenigingen te tellen. Daartoe moeten de betrokken federaties een samenwerkingsovereenkomst vaststellen.

De subsidies voor tewerkstelling worden toegekend in de volgende prioriteitsvolgorde :

— aan de verenigingen die geen betrekking genieten overeenkomstig de definities van de artikelen 9 en 10 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, ongeacht het statuut van de werknemer;

— aan de verenigingen die het kleinste aantal werknemers tewerkstellen; dit aantal wordt berekend per schijf van voltijdse equivalenten, ongeacht hun statuut;

— aan de verenigingen waarvan het aantal voltijds equivalente betrekkingen en dan halftijds equivalente betrekkingen, uitsluitend op eigen fondsen gefinancierd, het belangrijst is;

— voor de verenigingen die hetzelfde aantal betrekkingen hebben, aan deze die het kleinste aantal werknemers en het grootste aantal betrekkingen, uitsluitend op eigen fondsen gefinancierd, tellen, zijn prioritair.

Bij gelijk aantal, na toepassing van de vorige criteria, wordt voorrang verleend aan de oudste erkenning.

Afdeling IV. — Buitengewone subsidies

Art. 33. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kan een subsidie voor de projecten inzake ontwikkeling en bevordering van de creativiteit en de amateuristische kunstbeoefening worden toegekend aan de krachtens dit decreet erkende of niet erkende verenigingen.

§ 2. Die subsidie kan worden toegekend voor :

- 1° de ontwikkeling van buitengewone projecten of projecten in verband met evenementen;
- 2° de bevordering en de verspreiding in de Franse Gemeenschap van producties die eigen zijn aan de vereniging, waarvan het artistieke of pedagogische belang buiten het kader van de vereniging treedt en de creativiteit en de amateuristische kunstbeoefening bevordert, door een breder publiek te bereiken;
- 3° de organisatie van opleidingen en/of animaties betreffende creatieve acties of acties inzake amateuristische kunstbeoefening, bestemd voor culturele kaderleden;
- 4° de ontwikkeling van projecten die bepaald worden in het kader van oproepen tot projecten in verband met actualiteitsproblemen of prioriteiten inzake cultuurbeleid. Die oproepen tot projecten zullen voor advies aan de adviescommissie creativiteit en amateuristische kunstbeoefening worden voorgelegd.

§ 3. De toegekende subsidie kan niet hoger zijn dan 60 % van de lasten in verband met het project.

§ 4. De Regering stelt, na advies van de Commissie, de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van die buitengewone subsidies vast.

Art. 34. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kunnen bepaalde buitengewone subsidies worden toegekend om projecten te ondersteunen die worden ontwikkeld door de lokale verenigingen die aangesloten zijn bij een erkende federatie voor amateuristische kunstbeoefening.

§ 2. Die subsidie kan aan de lokale verenigingen worden toegekend voor de ontwikkeling van projecten die steunen op een vernieuwend repertoire, die voldoen aan minstens twee van de vijf volgende voorwaarden :

- 1° partnerschap met verschillende lokale verenigingen voor amateuristische kunstbeoefening en/of verenigingen die op het sociaal-artistiek gebied werkzaam zijn;
- 2° verwezenlijking van een artistieke productie;
- 3° verspreiding verder dan de lokale omgeving;
- 4° partnerschap met minstens één lokale of gewestelijke culturele vereniging, tot versterking van de integratie van de lokale vereniging voor amateuristische kunstbeoefening in het cultureel veld;
- 5° deelneming aan een professioneel of semiprofessioneel artistiek project.

§ 3. De toegekende subsidie kan niet hoger zijn dan 60 % van de lasten in verband met het project.

§ 4. Onverminderd artikel 33, kan één zelfde lokale vereniging hoogstens één enkele buitengewone subsidie genieten om de twee jaar, behalve als het project betrekking heeft op de verspreiding van een productie die in het vorige jaar werd ondersteund. Als het project door verschillende verenigingen van één zelfde federatie wordt ondersteund, wordt één enkele aanvraag ingediend door de lokale vereniging die aangeduid wordt om het project te dragen.

§ 5. Na advies van de commissie, stelt de Regering de voorwaarden en de procedure vast voor de toekenning van die buitengewone subsidies.

Art. 35. De Regering zorgt, door toedoen van de door haar aan te wijzen diensten, voor de jaarlijkse bekendmaking van een verslag betreffende de bedragen die worden toegekend op grond van de artikelen 33 en 34, aan de personen die deze bedragen ontvangen, alsook aan de projecten die dank zij die buitengewone subsidies worden verwezenlijkt.

Afdeling V. — Verantwoording en uitbetaling van de subsidies

Art. 36. § 1. Vanaf 1 januari van elk jaar, en voor zover de algemene uitgavenbegroting vooraf werd aangenomen, betaalt de Regering de subsidies bedoeld in de artikelen 30, 1° en 4°, 31, 1°, en 32, 1°, uit in twee schijven :

- 1° de eerste schijf tot beloop van 85 % wordt uitbetaald voor uiterlijk 31 maart van hetzelfde jaar.
- 2° nadat het verantwoordingsdossier van het vorige jaar is nagezien, wordt de tweede schijf, dit is 15 %, uitbetaald aan de verenigingen die erkend zijn voor 15 december van hetzelfde jaar.

§ 2. De Regering bezorgt de vereniging een afrekening van de subsidies die worden toegekend bij de uitbetaling van elke schijf.

Art. 37. De vaste subsidies voor de werking en de activiteiten bedoeld in de artikelen 30, 1° en 4°, 31, 1°, en in artikel 32, 1°, worden jaarlijks geïndexeerd binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, volgens de indexering van de algemene begroting van de primaire uitgaven van de Franse Gemeenschap (gezondheidsindex), voor de eerste keer vanaf 1 januari 2010.

Art. 38. De vaste subsidies voor de werking en de activiteiten bedoeld in de artikelen 30, 1° en 4°, 31, 1° en in artikel 32, 1°, worden voor een burgerlijk jaar toegekend en door de uitgaven in verband met hetzelfde jaar verantwoord.

Art. 39. De vereniging is ertoe gehouden, voor uiterlijk 30 mei, de Regering haar door haar algemene vergadering goedgekeurde jaarrekeningen betreffende het vorige begrotingsjaar en, eveneens, de begroting van het lopende jaar, mee te delen. Die rekeningen verantwoorden de vaste subsidies voor de werking en de activiteiten bedoeld in de artikelen 30, 1° en 4°, 31, 1° en 32, 1°.

Art. 40. De vereniging is ertoe gehouden gedurende vijf jaar, te rekenen vanaf 1 januari van het jaar volgend op het jaar waarin de subsidies worden toegekend, alle boekhoudkundige stukken te bewaren ter verantwoording van de toegekende subsidies en die ter beschikking te houden om nazicht mogelijk te maken, overeenkomstig de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en de comptabiliteit van de Gemeenschappen en Gewesten alsook de organisatie van de controle door het Rekenhof.

Art. 41. De Regering stelt de lijst van de verantwoordingsstukken vast, met inbegrip van de modelformulieren, de nadere regels voor de indiening van die documenten en de nadere regels voor de uitbetaling van de bij dit decreet bedoelde subsidies.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging of intrekking van de erkenning*

Art. 42. Als een erkende vereniging in vereffening wordt gesteld of haar activiteiten stopzet, worden de subsidies die haar worden uitbetaald onmiddellijk ingetrokken, in voorkomend geval, met uitzondering van deze die bedoeld zijn in artikel 15 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap.

Art. 43. Als een erkende vereniging de erkenningsvoorwaarden niet in acht neemt of blijkbaar niet meer in staat is die vóór het einde van de erkenningsduur te vervullen, trekt de Regering de erkenning in of zorgt ze voor een verandering van categorie van deze volgens de in artikel 44 nader bepaalde regels.

Art. 44. De procedure voor de wijziging of de intrekking van de erkenning verloopt als volgt :

De Regering kan beslissen de erkenning en de subsidies die eruit voortvloeien, in te trekken, zodra ze door de diensten die ze daartoe heeft aangewezen op de hoogte wordt gebracht van de niet naleving van de erkenningsvoorwaarden, ingevolge de kennisgeving, door de vereniging zelf, van een tekortkoming, of ingevolge de ontvangst van een negatief verslag dat door deze diensten op eigen initiatief of op aanvraag van deze wordt overgelegd.

De door de Regering aangewezen diensten brengen de vereniging bij een aangetekend schrijven op de hoogte van de aanvraag om intrekking of van het voorstel tot wijziging van de erkenning in het kader van een verandering van categorie.

De vereniging moet worden geïnformeerd over de mogelijkheid om haar opmerkingen over die aanvraag schriftelijk te laten kennen binnen een termijn van 30 dagen; ze kan ook vragen door de diensten te worden gehoord.

Als de vereniging niet reageert, zenden de door de Regering aangewezen diensten het volledige dossier en een met redenen omklede voorstel van beslissing aan de Regering over binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf het einde van de in het vierde lid bepaalde termijn.

Als de vereniging reageert, worden het dossier en het met redenen omklede voorstel van de diensten overgezonden binnen een termijn van één maand volgend op de ontvangst van de reactie van de vereniging in de Commissie voor amateuristische kunstbeoefening, die over een termijn van 60 dagen beschikt om een advies uit te brengen.

Bij het verstrijken van die termijn zenden de aangewezen diensten het volledige dossier en een voorstel van beslissing aan de Regering over.

De Regering beslist de erkenning in te trekken, te behouden of te wijzigen binnen een termijn van 60 dagen te rekenen vanaf de verzending van het voorstel van de diensten die door de Regering worden aangewezen.

De wijziging of de intrekking van de erkenning heeft uitwerking met ingang van 1 januari, volgend op de datum van kennisgeving van de beslissing.

HOOFDSTUK V. — *Adviescommissie creativiteit en amateuristische kunstbeoefening*

Art. 45. § 1. Er wordt een Adviescommissie creativiteit en amateuristische kunstbeoefening opgericht.

§ 2. De Commissie heeft inzonderheid de volgende opdrachten :

1° op eigen initiatief of op aanvraag van de Minister, de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap, elk advies of voorstel formuleren over het algemeen beleid inzake ondersteuning van creativiteit en amateuristische kunstbeoefening in het kader van dit decreet, alsook over de bevordering van de verenigingen die erkend worden ter uitvoering ervan, adviezen uitbrengen over de aanvragen en voorstellen tot wijziging, intrekking of erkenning;

2° adviezen uitbrengen over de vijfjarenevaluaties en de aanvragen om hernieuwing van de erkenning;

3° een advies uitbrengen over de beroepen die door de verenigingen worden ingediend.

§ 3. In het algemeen wordt aan de Commissie elk dossier voorgelegd dat verband houdt met creativiteit en amateuristische kunstbeoefening en dat valt onder de toepassing van artikel 6 van de schoolpactwet van 16 juli 1973.

Art. 46. De samenstelling, de werking alsook de wijze van aanstelling van de leden worden bepaald door het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector en door zijn uitvoeringsbesluiten van 23 en 30 juni 2006.

Art. 47. De Commissie is samengesteld uit :

— 3 leden die vakmensen en 3 leden die deskundigen zijn in de verschillende kunstdisciplines, die een animatiebevoegdheid of -ervaring hebben op het gebied van creativiteit en amateuristische kunstbeoefening, door de Regering aangesteld;

— 12 leden die de organisaties vertegenwoordigen die erkende gebruikers vertegenwoordigen;

— 4 leden die de ideologische en filosofische strekkingen vertegenwoordigen.

HOOFDSTUK VI. — *Evaluatie*

Art. 48. De Regering zal een evaluatie van dit decreet uitvoeren binnen de zes jaar te rekenen vanaf zijn inwerkingtreding, vervolgens om de vijf jaar.

De nadere regels voor die evaluatie worden door de Regering vastgesteld.

Die evaluatie wordt door de Regering aan het Parlement van de Franse Gemeenschap meegedeeld binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop de termijn bedoeld in het eerste lid verstrijkt.

De Regering zorgt, via de diensten die hij aanwijst, voor de bekendmaking van die evaluatie. Deze worden door haar ermee belast die evaluatie online te plaatsen op de officiële website van de Franse Gemeenschap met inachtneming van de bepalingen van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 49. De centra voor expressie en creativiteit, de federaties van centra voor expressie en creativiteit en de federaties voor amateuristische kunstbeoefening die voor de eerste keer in 2009 de bijkomende subsidie voor tewerkstelling bedoeld in de artikelen 30, 2°; 31, 2° en 32, 2° genieten, beschikken over een overgangperiode van 3 jaar, te rekenen vanaf 1 januari 2009, om artikel 13, tweede lid, van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap.

Die afwijking is alleen van toepassing als het bedrag van de bovenvermelde subsidie, opgeteld bij de bezoldiging van het betrokken personeel, onvoldoende zou zijn om de barema's bedoeld in artikel 13 tweede lid van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap te bereiken.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 50. De artikelen 30, 2°; 31, 2°; 32, 2° en 45 treden in werking op 1 januari 2009, binnen de perken van de beschikbare kredieten.

Art. 51. In afwachting van de beslissingen over de aanvragen om erkenning, blijven de verenigingen die reeds gesubsidieerd worden als centra voor expressie en creativiteit vóór de inwerkingtreding van dit decreet het bedrag van de werkings- en animatiesubsidie genieten die werd ontvangen gedurende het burgerlijk dienstjaar dat voorafgaat aan de inwerkingtreding van dit decreet, geïndexeerd volgens het gezondheidsindexcijfer, gedurende een periode van drie jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit decreet, voor zover ze jaarlijks hun activiteitenverslag uiterlijk voor 31 maart en hun rekeningen voor 30 juni van elk jaar van de overgangperiode indienen en voor zover hun activiteitsvolume niet beduidend afneemt.

Als het activiteitsvolume van een vereniging bedoeld bij dit artikel gedurende die drie jaren beduidend afneemt, wordt het bedrag van de globale subsidie door de Regering verminderd, op de voordracht van de daartoe aangewezen diensten, na advies van de Commissie en verhoor van de betrokken vereniging.

De centra voor expressie en creativiteit die niet erkend zijn krachtens dit decreet genieten hun subsidies niet meer vanaf 1 januari 2014.

Art. 52. Met uitzondering van de artikelen 30, 2°; 31, 2° en 45, treden de bepalingen van dit decreet op 1 januari 2010 in werking.

Brussel, 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009 :*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 674-1. — Commissieamendementen, nr. 674-2. — Verslag, nr. 674-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 674-4.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 27 april 2009. Aanneming. Vergadering van 28 april 2009.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 3746

[C - 2009/29726]

**27 AOÛT 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant clôture de la session extraordinaire 2009 du Parlement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993, visant à achever la structure fédérale de l'Etat et spécialement l'article 32, § 1^{er}, § 3;

Vu le décret spécial du 30 juin 2006 modifiant l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 telle que modifiée organisant le régime des sessions du Parlement de la Communauté française;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. La session extraordinaire 2009 du Parlement de la Communauté française est close le 23 septembre 2009, à 24 heures.